

Décembre 2008

# Analyse des besoins - entretiens individuels avec les partenaires du ROSE

Elaboration d'une maquette de SIG dédié à l'énergie  
et aux GES en Île-de-France dans le cadre du ROSE - 1<sup>ère</sup> phase



INSTITUT  
D'AMÉNAGEMENT  
ET D'URBANISME

ÎLE-DE-FRANCE



Réseau d'Observation Statistique de l'Energie  
et des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France

**D8.07.007**

**Conseil régional d'Île-de-France**

**ANALYSE DES BESOINS – ENTRETIENS INDIVIDUELS  
AVEC LES PARTENAIRES DU ROSE**

**Elaboration d'une maquette de SIG dédié à l'énergie et aux GES  
en Île-de-France dans le cadre du ROSE**

**1<sup>ère</sup> phase**

**Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France**  
15 rue Falguière – 75740 PARIS cedex 15 ; [www.iau-idf.fr](http://www.iau-idf.fr)

Directeur général : François **DUGENY**

Département Environnement urbain et rural – Directeur : Christian **THIBAULT**

Etude réalisée par : Erwan **CORDEAU** (chef de projet) et Thierry **LALLEMANT**

Décembre 2008



## **SOMMAIRE**

<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>I. Retour sur la phase des entretiens menés auprès des partenaires du ROSE .....</b>	<b>7</b>
<b>II. Enseignement des entretiens sur les principaux enjeux du SIG dédié à l'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre.....</b>	<b>9</b>
1. Les enjeux du ROSE et de la donnée géographique.....	9
2. L'expérience des partenaires en matière de SIG.....	9
3. Les enjeux thématiques du SIG ROSE .....	10
<b>III. Synthèse des données potentiellement mobilisables pour le SIG ROSE.....</b>	<b>11</b>
<b>IV. Proposition de contenu thématique pour le projet de SIG dédié Energie et GES ...</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>17</b>
1. Charte partenariale du ROSE.....	19
2. Convention d'application pour l'année 2008.....	25
3. Trame de l'entretien.....	29
4. Compte-rendus des entretiens.....	31
5. Récapitulatif complet des données géographiques/statistiques des partenaires du ROSE et/ou potentiellement mobilisables.....	102



## INTRODUCTION

Suite à la signature officielle de la charte du Réseau d'observation statistique de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France (ROSE) le 16 mai 2008, chaque partenaire signataire de la charte s'est engagé à partager son savoir-faire et à mobiliser des données statistiques et géographiques pouvant enrichir le ROSE.

Il s'agit notamment de consolider les données du Tableau de bord de l'énergie et de pouvoir valoriser les données géographiques via le projet de Système d'information géographique (SIG) dédié à l'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre (GES).

La mise à disposition d'outils spécifiques comme le SIG est inscrit dans la charte du ROSE. Le développement du SIG dédié Energie et GES au profit ROSE est un engagement de l'IAU île-de-France (article 4 de la charte du ROSE) : « *La constitution d'un SIG dédié à l'énergie et aux émissions associées est confiée à l'IAU Île-de-France à partir des données mobilisées dans le cadre du ROSE. Ce SIG dédié sera intégré au Système d'information géographique régional (SIGR) de l'IAU Île-de-France* ».

Pour faire face à son engagement, et dans le respect du cadre partenarial offert par le ROSE, l'IAU a adopté une démarche en trois volets : entretien auprès des partenaires / recherche bibliographique / élaboration d'un prototype de SIG dédié. Les principaux objectifs fixés étant

- **Volet 1 : connaître les partenaires du ROSE au travers d'un entretien individuel ;** inventorier les enjeux et les données mobilisables auprès de chaque partenaire pour le SIG ROSE ;
- **Volet 2 : inventorier les sites Internet existants** (observatoires de l'énergie, partenaires du ROSE, autres acteurs) donnant accès aux données géographiques Energie et GES ; inventorier notamment les aspects Cartographie interactive / Exhaustivité thématique / Accessibilité aux données de consommation d'énergie ;
- **Volet 3 : Proposer un projet de plate-forme SIG pour le ROSE ;** définir une architecture de SIG dédié en décrivant - tant sur la forme que sur le fond - le prototype retenu et proposé par l'IAU.

Précisément, l'objet du présent rapport concerne le premier volet : la phase d'entretien individuel auprès des partenaires du ROSE. Les autres volets sont l'objet de deux rapports complémentaires.

Afin d'exposer l'état d'avancement du travail engagé par l'IAU, de récupérer les avis et propositions d'amélioration de l'outil SIG proposé, et plus largement de susciter un nouvel échange et débattre, une restitution de l'ensemble de la démarche et des principaux enseignements a été faite lors de la seconde réunion technique du ROSE à l'ARENE le 6 octobre 2008. En d'autres termes, cette présentation s'est inscrite en toute complémentarité à la phase d'entretiens individuels, objet de ce rapport, puisqu'elle a été l'occasion d'un échange collégial intéressant avec l'ensemble des partenaires du ROSE réuni collectivement.



## **I. RETOUR SUR LA PHASE DES ENTRETIENS MENÉS AUPRÈS DES PARTENAIRES DU ROSE**

La phase d'entretiens individuels auprès des partenaires du ROSE, signataires de la charte, s'est déroulée pendant l'été 2008, la plupart ayant eu lieu au cours du moins de juin, et les derniers fin août / début septembre. L'objectif visé par ces entretiens était de proposer un moment d'échange au sujet du ROSE, du projet de SIG dédié, afin d'identifier dans la mesure du possible les premiers avis et propositions vis-à-vis de la valorisation des données géographiques des partenaires dans le cadre du ROSE. Cette phase s'avère et s'est avéré incontournable afin de pouvoir proposer un outil SIG au plus près des attentes du ROSE.

Pour améliorer l'efficacité de ces échanges, une trame d'entretien a été définie (Cf. Annexe) et préalablement envoyé aux partenaires avant l'entretien. Reprenant les différents points clés, sujets à discussion, la trame s'articulait en deux grandes parties :

- la connaissance du partenaire, de ses données et de ses expériences en matière de SIG ou plus largement de données géographiques ;
- les enjeux à traiter et les domaines thématiques à intégrer par le SIG, ainsi que l'architecture et la forme technique de l'outil SIG qui pourrait être développé en réponse aux besoins des partenaires.

Sur les 12 partenaires qui composent le réseau d'observation statistique de l'énergie (ROSE), l'IAU a pu s'entretenir en tête à tête avec 9 partenaires (ADEME, AIRPARIF, ARENE, CRCI Paris Ile-de-France, Conseil Régional d'Ile-de-France, DRIRE Ile-de-France, SIPPAREC, STIF, et différents services de l'IAU), par téléphone ou par retour de questionnaire rempli avec 2 partenaires (respectivement, SIGEIF et EDF). Seul GDF n'a pas souhaité nous accorder un entretien, la raison invoquée étant le caractère commercialement sensible des données.

Pour tous les entretiens ayant été effectués, un compte-rendu a été rédigé par l'IAU et soumis pour validation aux partenaires. Ces entretiens validés sont présentés intégralement en annexe ; ils donnent un aperçu assez large du travail et du registre des données des partenaires. Le corps du rapport propose lui de donner une vision plus synthétique des principaux enseignements de ces comptes-rendus, notamment par des tableaux récapitulatifs sur le registre des données potentiellement mobilisables pour le SIG ROSE tel qu'évoqué lors des entretiens.

Le bilan de ce premier inventaire doit être tiré plus en termes de « potentiel mobilisable » - en nombre, registre, exhaustivité géographique, qualité... des données disponibles à court ou moyen terme – grâce au rapprochement collégial du ROSE (synergie d'un réseau de partenaires) que dans le degré d'implication de chacun.

Le tableau récapitulatif du calendrier des entretiens effectués avec l'indication des retours du compte-rendu et du tableau annexé (feuille des métadonnées à remplir par les soins du partenaire) est présenté page suivante (Cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Bilan de la phase des entretiens au 1<sup>er</sup> janvier 2009

<i>Partenaire</i>	<i>Entretien effectué</i>	<i>Type</i>	<i>Date</i>	<i>Compte - rendu</i>	<i>Tableau annexé</i>
SIGEIF		téléphonique	29 Mai		
STIF		face à face	04 Juin		
IAU		face à face	06 Juin		
DRIRE îdF		face à face	11 Juin		
ARENE		face à face	12 Juin		
AIRPARIF		face à face	25 Juin		
CRCI + <i>CCI Versailles &amp; CCIP</i>		face à face	25 Juin		
ADEME		face à face	26 Juin		
Conseil régional IdF		face à face	09 Juillet		
SIPPEREC		face à face	08 Sept		
EDF		questionnaire rempli	15 Juillet		
GDF	pas accordé				

-  validé
-  partiellement validé
-  en attente

## II. ENSEIGNEMENT DES ENTRETIENS SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX DU SIG DÉDIÉ À L'ÉNERGIE ET AUX ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

### 1. Les enjeux du ROSE et de la donnée géographique

D'une façon générale, il ressort des entretiens que le développement d'un SIG dédié à l'énergie et aux émissions de GES s'avère intéressant, voire pertinent ou stratégique. L'accès aux données géographiques et leur valorisation rend compte de deux aspects : la consolidation des données (notamment par la précision des données infrarégionales) et la visibilité du travail du ROSE par la cartographie. Mais la plupart des partenaires mettent aussi en avant dans ce projet de SIG la finalité de pouvoir disposer d'un véritable outil d'aide à la décision (Cf. Tableau 2).

**Tableau 2 : Les enjeux du SIG par les partenaires du ROSE**

Être un outil d'aide à la décision (stratégique pour les politiques énergétiques)
Consolider l'état des lieux relatif à l'énergie (fiabilité, précision géographique,...)
Exploiter les fonctionnalités des SIG (indicateurs d'enjeux)

### 2. L'expérience des partenaires en matière de SIG

La question de l'expérience SIG des partenaires a été posée lors des entretiens et ce qui permet d'évaluer sommairement le niveau d'expérience en la matière. Cette familiarisation par rapport aux SIG est schématiquement représentée (Cf. Tableau 3) en 4 niveaux avec quelques précisions sur les structures de travail et les développements d'outils SIG associés.

**Tableau 3 : Expérience des partenaires du ROSE en matière de SIG**

Partenaires	Expérience SIG				Outils
ADEME					
AIRPARIF					Mapinfo (travaux PRQA avec IAU)
ARENE					
Conseil régional					Cellule SIG (1 pers)
CRCI					Utilisateur SIGARIF
EDF					SIG (OSGE...)
DRIRE					Utilisateur visiau-drire
IAU					SIGR (25 ans d'expérience)
SIGEIF					Cartographie dynamique Internet
SIPPEREC					SIG opérationnel
STIF					Cellule SIG (plusieurs personnes)
GDF	?	?	?	?	?

### 3. Les enjeux thématiques du SIG ROSE

La question des enjeux thématiques pour le SIG dédié a été posée aux partenaires du ROSE en vue d'aider à définir le contenu attendu du SIG dédié et d'orienter des priorités dans la recherche et la valorisation des données géographiques.

Compte tenu de la diversité des partenaires du ROSE, les intérêts s'avèrent multiples et variés à la lumière des résultats des entretiens. Ils se rejoignent cependant sur un certain nombre de grands enjeux que nous proposons de restituer par nombre d'occurrence (Cf. Tableau 4) pour donner une certaine idée du degré d'importance aux enjeux cités quand bien même cette question étant relativement ouverte elle ne pouvait assurer une certaine exhaustivité.

Nous confirmons que la connaissance précise des consommations d'énergie est un enjeu majeur du ROSE, puisqu'il est unanimement cité et quasi-systématiquement en premier. Certains partenaires attendent beaucoup des opérateurs/acteurs du domaine de l'énergie (EDF, GDF, SIGEIF, SIPPEREC) qu'ils facilitent la récupération des données de consommations jusqu'aux niveaux départemental - pour la consolidation du tableau de bord de l'énergie - et communal pour ne pas hypothéquer la crédibilité même du SIG dédié.

Le développement des EnR, la maîtrise de l'énergie, la connaissance des émissions des GES et des projets d'infrastructures et d'urbanisme représentent également des axes de travail important pour le SIG, comme le rapprochement entre les données énergies et les données sociodémographiques, urbanisme, transport...

Les enjeux à suivre sont en définitive assez complets et ambitieux, impliquant un grand registre de thématiques d'études et de données géographiques. Cette liste aidera à définir en grande partie la structure du contenu thématique théorique du SIG ROSE, objectif à se donner à terme.

**Tableau 4 : Les enjeux thématiques du SIG ROSE**

Connaître les <u>consommations</u> d'énergie par secteur d'activité, par usage, au mieux à la commune	<b>11 partenaires</b>
Encourager le développement des EnR (localisation des opérations, des contraintes,...)	<b>6 partenaires</b>
Affiner et valider la connaissance des émissions des GES	
Récupérer des informations sur les parcs (routier, tertiaire, chaudières,...)	<b>5 partenaires</b>
Répertorier les différents acteurs de l'énergie (réseau d'acteurs, emplois, filières,...)	<b>4 partenaires</b>
Identifier les investissements en MDE, par territoire, par secteurs d'activité (réhabilitation,...), par usage	
Répertorier les opérations les plus pertinentes en MDE (réhabilitation,...) et ENR	
Connaître et cartographier le système d'approvisionnement et de production locale d'énergie	
Situer et caractériser le développement possible des réseaux de chaleur	
Rapprocher les données énergie des données sociodémographiques (précarité énergétique,...)	
Connaître et évaluer (GES, économie d'énergie) les projets d'aménagement et d'urbanisme (prospectives,...)	
Rapprocher les données Énergie des données Transport et Urbanisme	

### III. SYNTHÈSE DES DONNÉES POTENTIELLEMENT MOBILISABLES POUR LE SIG ROSE

Les entretiens ont permis d'aborder la question des données géographiques et/ou statistiques des partenaires du ROSE dont celles qui seraient potentiellement mobilisables pour le SIG dédié à l'énergie et aux émissions de GES. Un récapitulatif complet sur les données est présenté en annexe.

Afin de déterminer clairement la ou les données à caractère géographique que les partenaires du ROSE souhaiteraient voir valoriser dans le cadre du projet de SIG, une feuille descriptive de données (Cf. Tableau 5) a été jointe à l'envoi pour validation de chaque compte-rendu. Il ne s'agit pas ici d'un acte d'engagement sur la transmission de données à l'IAU. C'est surtout un moyen plus sûr de pouvoir ainsi faire l'inventaire des données mobilisables en disposant des premiers éléments de catalogage (métadonnées) qui permettent de rendre compte clairement du statut et de la précision de chaque donnée géographique que les partenaires seraient prêts à adresser à l'IAU dans le cadre du ROSE et de ce projet de constitution d'un SIG dédié. Le remplissage de la feuille des métadonnées apporte des précisions quant aux données mobilisables auprès des partenaires du ROSE, et notamment le statut de la donnée (son caractère grand public ou sensible), les conventionnements associés si besoin est, sa qualité (format, échelles...).

**Tableau 5 : Feuille des métadonnées adressée aux partenaires du ROSE**

Données envisageables pour le SIG ROSE Eléments de Catalogage (Métadonnées)																
Nom du partenaire	Disponibilité et registre de la donnée					Descriptif détaillé de la donnée										
	Disponibilité			Niveau de confidentialité et droit d'usage		Nature de la donnée À Caractère spatial ou statistique ?				Etat de la donnée et mise à jour		Informations supplémentaires				
Intitulé de la donnée	Mobilisable tout de suite Existante et disponible	Prochainement d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	Propriété / Copropriété	ICS*	Grand public	Sans convention	Convention ROSE	Convention particulière	Spatial				Sémantique/ Statistique*	en état/ à consolider	Fréquence de mise à jour
										Format*	Précision Echelle*	Entité numérique*	Projection*			
...																

**Explications :**

- ICS = informations commercialelement sensibles
- Format = shape, tab, mif-mid,...
- Précision/ Echelle = départementale, communale,... à l'adresse...
- Entité numérique = point, arc, polygone
- Projection = Lambert 1, 2, étendu, RGF...
- Sémantique/stat = à caractère non spatial. Quel format ? (tab excel, pdf, rapport, img...)



Partie 1 : L'analyse des besoins du SIG ROSE

Seuls trois partenaires (la DRIRE et de façon moins précise AIRPARIF et EDF) nous ont retourné dans un premier temps la feuille de métadonnées.

Néanmoins, nous proposons sur la base de ces premiers éléments concrets et surtout des enseignements de l'ensemble des entretiens de dresser un inventaire des données potentiellement mobilisables pour le SIG ROSE (Cf. Tableau 6), partenaire par partenaire, en précisant le niveau de disponibilité selon les trois appréciations suivantes :

- « mobilisable », pour les données existantes, valorisables et transmissibles dès conventionnement et accord sur le développement du SIG ROSE ;
- « prochainement », pour les données qui demandent d'être mises en forme et qui ne seront disponibles qu'à moyen terme (avant 3 ans, temps de la charte) ;
- « difficile ou à préciser », pour les données dans la qualité et/ou la disponibilité n'ont pu être définies avec clarté, notamment du fait du non remplissage des métadonnées.

LEGENDE :
mobilisable
prochainement
Difficile ou à préciser

**Tableau 6 : Inventaire des données des partenaires du ROSE potentiellement valorisables dans le SIG dédié à l'énergie et aux émissions de GES**

<b>ARENE</b>	atlas éolien d'île-de-France	EnR
	données infra-régionales du tableau de bord ARENE/ADEME	intersectorielle
	enquêtes complémentaires du TBE (petits commerces et petits tertiaires, établissements de santé)	tertiaire
	statistiques régionales sur la consommation d'énergie (des ménages, des maisons de retraite, des lycées,...)	tertiaire
<b>ADEME</b>	BD des opérations subventionnées EnR et MDE (aides ADEME)	EnR et MDE
	diagnostics énergétiques dans tous les secteurs d'activité (rapports d'audit, non informatisés)	MDE
	données actualisées de l'étude régionale « Bois » (en cours)	EnR
	« facilitateur » pour étude des consommations d'énergie du patrimoine du Ministère des Finances (écoles, centres militaires, bureaux,...)	consommation
	« facilitateur » éventuel pour disponibilité des enquêtes CEREN	consommation
<b>CRIF</b>	BD des opérations EnR subventionnées pour les particuliers (vote en commission permanente du CRIF)	EnR
	diagnostics énergétiques réalisés (aides régionales) dans les secteurs de l'Habitat et du Tertiaire	MDE
	« facilitateur » pour le recensement des opérations de PAC sur nappes superficielles (achevé pour Paris,...)	EnR
	« facilitateur » éventuel pour l'acquisition des données de l'étude APUR sur les réseaux de chaleur (Paris et PC)	Approvisionnement énergie
<b>DRIRE IdF</b>	Certificats d'économie d'énergie (CEE), par type d'opération et par secteur	MDE et EnR
	Certificats d'obligation d'achat (COA) : photovoltaïque, éolien	EnR
	gamme de puissance des installations de cogénération + flux annuels selon confidentialité	production énergie
	étude du potentiel d'utilisation de l'énergie hydraulique des rivières franciliennes	EnR
	localisation des zones de développement de l'éolien (ZDE)	EnR
	données relatives aux Permis national d'attribution des quotas de CO2 (industries)	émissions GES
	déclarations de production en géothermie	EnR
	déclarations de production de pétrole	production énergie
	puits pétroliers	production énergie
	données actuelles du VISIAU-DRIRE (périmètres de stockage et de protection gaz ; puits et tracés des canalisations, périmètre de recherche et d'exploitation de pétrole,...)	production énergie
<b>AIRPARIF</b>	inventaire territorial 2000 et 2005 des émissions de GES (décomposé par secteur d'activité)	émissions GES
	inventaire communal des émissions de GES	émissions GES

<b>EDF</b>	données relatives aux livraisons EDF avec répartition départementale	consommation
	consommation HT/MT et consommation BT (livraison par secteur : énergie, autres industries, transports, ferroviaires, tertiaire, agriculture...)	consommation
	coté offre : puissances installées, production et achat d'énergie par EDF pour la cogénération	production énergie
	coté offre : puissances installées, production et achat d'énergie par EDF pour l'éolien, l'hydraulique, l'incinération, le photovoltaïque, et autres EnR.	EnR
<b>GDF</b>		

<b>SIPPEREC</b>	Compte-rendu annuel d'activité de la concession d'électricité pour 80 communes (CRAC 2006)	consommation
	opérations relatives aux installations photovoltaïques soutenues par le SIPPEREC .	EnR
	CRAC SIPPEREC 2007	consommation
<b>SIGEIF</b>	CRAC SIGEIF (électricité et gaz des 177 communes), accessible sur le site du SIGEIF	consommation
	consommation de gaz du patrimoine des adhérents d'un groupement de commandes d'achat de gaz	consommation
	caractéristiques thermiques des équipements communaux des 177 communes adhérentes au SIGEIF (données partielles)	MDE

<b>CRCI + [CCI Versailles et CCIP]</b>	réseau des éco-industries (650 établissements)	MDE, EnR
	éléments sur la réalisation de bilan carbone par les entreprises	émissions GES
	« facilitateur » réseau PLATO (entreprises)	tertiaire
	formations Énergie (Tecomah, Master ESIEE,...)	formation
<b>STIF</b>	cartes des projets d'infrastructures de ligne et tracés	projet
	données descriptives des parcs des entreprises de TC	transport
	schéma directeur du matériel roulant ferroviaire	transport
	« facilitateur » Enquête globale transport (EGT)	transport

<b>IAU</b>	recensement général de la population (RGP) 1999 à l'îlot MOS	enjeux
	exploitation principale du RGP 1999 : mode de chauffage, combustible, ancienneté du parc	habitat
	commerces de 300m <sup>2</sup> et plus, centres commerciaux de 5000m <sup>2</sup> et plus	tertiaire
	réseau de voirie du modèle de prévisions de trafic de l'IAU (VISIAU TRANSPORT)	Transport
	lignes de transport en commun en site propre (VISIAU TRANSPORT)	Transport
	voies cyclables (VISIAU TRANSPORT)	transport
	sites et monuments historiques, inscrits et classés (contraintes)	enjeux
	ensemble des protections concernant les milieux naturels (contraintes)	enjeux
	servitudes/contraintes relatives aux risques, pollutions et nuisances (contraintes)	enjeux
	« facilitateur » atlas éolien de l'Île-de-France (ARENE/ADEME)	EnR
	fonds cartographiques (SIGR) : MOS, ECOMOS, orthophoto, relief et bassin versant	enjeux
	Planification : SDRIF (d'après CartoPLU, BD ZAE, ZAC, projets...)	prospective
	Urbanisme opérationnel : ZAC, ZAE, BD des nouveaux quartiers durables	prospective
	inventaire des immeubles de bureau de plus de 5000 m <sup>2</sup>	tertiaire
	entrepôts logistiques > 10 000m <sup>2</sup>	tertiaire
	« facilitateur » parc de bureau (ORIE) via la taxe bureau	tertiaire
	« facilitateur » BD SITADEL	tertiaire
	« facilitateur » fichier ERE (enquête régionale sur l'emploi)	comportement
	« facilitateur » données VISIAU DRIRE	Production en énergie
	éléments SIG de l'étude PUCA dans le cadre du PREBAT (identification des gisements d'amélioration énergétique du parc résidentiel francilien)	enjeux

Nous retiendrons de cet inventaire les principaux points suivants :

- Les données infra-régionales du tableau de bord de l'énergie (TBE) de l'ARENE/ADEME potentiellement valorisables ;
- Les bases de données des opérations subventionnées des projets EnR et MDE de l'ADEME et du CRIF ;
- La première valorisation possible des données relatives aux COA et aux CEE, engagement important de la DRIRE ;
- La valorisation des données de l'inventaire des émissions de GES, engagement important d'AIRPARIF (cf. charte du ROSE) ;
- Les données de productions / achat d'énergie pour la cogénération et les EnR par EDF et les données de livraison/consommation électrique par département d'EDF : quid des données agrégées de consommation par commune ?
- GDF : pas de données mobilisables pour l'instant dans le cadre du SIG ROSE ;
- Les Comptes-rendus annuels des consommations (CRAC) : puissance, tarif et consommation du SIPPEREC (électricité, 80 communes) et du SIGEIF (électricité et gaz, jusqu'à 177 communes) ; les installations photovoltaïques réalisées, lancées par le SIPPEREC. ;
- Les données relatives aux éco-industries des CCI et les données relatives aux formations spécialisées de la CCI ;
- La disponibilité des données du STIF à préciser ;
- Les données d'enjeux de l'IAU Ile-de-France, investissement important de l'IAU.

Un classement de ces données potentiellement mobilisables par registre thématique permet d'apprécier par nombre d'occurrences les différents thèmes couverts dans un premier temps par le SIG (Cf. Tableau 7). Notons que parfois certaines données peuvent être redondantes ou géographiquement complémentaires (exemples de certaines données de consommation...).

**Tableau 7 : Registre thématique des données potentiellement mobilisables auprès des partenaires du ROSE pour le projet de SIG dédié**

<b>THEMATIQUE</b>	<b>Occurrence</b>
<b>EnR</b>	<b>12</b>
<b>Consommation</b>	<b>8</b>
<b>Habitat</b>	<b>1</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>8</b>
<b>Transport</b>	<b>6</b>
<b>Intersectoriel</b>	<b>1</b>
<b>Émissions GES</b>	<b>3</b>
<b>Production d'énergie</b>	<b>6</b>
<b>Approvisionnement énergie</b>	<b>1</b>
<b>MDE</b>	<b>6</b>
<b>Formation</b>	<b>1</b>
<b>Enjeux</b>	<b>6</b>
<b>Prospective</b>	<b>2</b>
<b>projet</b>	<b>1</b>
<b>comportement</b>	<b>1</b>

## **IV. PROPOSITION DE CONTENU THÉMATIQUE POUR LE PROJET DE SIG DÉDIÉ ENERGIE ET GES**

Les enseignements des entretiens sur les enjeux en matières de données géographiques et les données potentiellement mobilisables auprès des partenaires du ROSE (qu'il conviendra de consolider avec le retour intégral des tableaux relatifs aux métadonnées) permet d'ores et déjà de dégager des premières pistes pour la définition des domaines thématiques à couvrir par le SIG dédié à l'énergie et aux émissions de GES conformément aux attentes des partenaires.

Il est ainsi proposé (Cf. Tableau 8) de traiter neuf grandes thématiques, organisés dans les trois registres suivants :

- les données descriptives : il s'agit de dresser l'état de la connaissance en matière d'énergie et d'émissions de GES au travers de 6 entrées thématiques couvrant des éléments de contextes régionaux (en écho notamment aux attentes de cibler aussi le grand public), les données de consommation (attente unanime des partenaires du ROSE), les données d'émissions de GES (l'inventaire territorial des GES d'AIRPARIF en étant le cœur), les données de production et d'approvisionnement en énergie ;
- le suivi des acteurs et des actions : avec d'un coté les actions en matière de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables (l'exploitation des COA et des CEE, le suivi des aides, le repérage et la connaissance des meilleurs exemples de réalisation...) et de l'autre les acteurs et les formations spécialisées (autre attente exprimée par certains partenaires) ;
- les enjeux : autre forte attente des partenaires, le travail sur les indicateurs et les enjeux qu'il s'agisse d'évolution, de comparaison, de prospectives, de croisements géographiques entre données énergie et GES et données socio-démographiques, transports, urbanisme....

**Tableau 8 : Proposition de contenu thématique pour le SIG ROSE**

<b>1</b>	contextes climatique et géographique
<b>2</b>	consommations d'énergie
<b>3</b>	émissions de GES
<b>4</b>	production locale d'énergie - EnR
<b>5</b>	production locale d'énergie - autre
<b>6</b>	transport et distribution de l'énergie
<b>7</b>	actions MDE et EnR
<b>8</b>	acteurs et formations
<b>9</b>	ENJEUX énergie et GES



## ANNEXES

<b>Charte partenariale du ROSE</b>	<b>19</b>
<b>Convention d'application pour l'année 2008</b>	<b>25</b>
<b>Trame de l'entretien</b>	<b>29</b>
<b>Comptes-rendus des entretiens</b>	<b>31</b>
Compte-rendu de l'entretien du 26/06/08 avec la Délégation régionale de l'ADEME	31
Compte-rendu de l'entretien du 25/06/08 avec AIRPARIF	37
Compte-rendu de l'entretien du 12/06/2008 avec l'ARENE	43
Compte-rendu de l'entretien du 25/06/08 avec la CRCI Paris Ile-de-France	47
Compte-rendu de l'entretien du 08/07/08 avec la CCI Versailles Val d'Oise/ Yvelines	53
Compte-rendu de l'entretien du 11/06/2008 avec la DRIRE Île-de-France	59
Compte-rendu de l'entretien d'EDF : trame d'entretien remplie par EDF	65
Compte-rendu des entretiens de juin 2008 avec l'IAU île-de-France	69
Compte-rendu de l'entretien du 09/07/08 avec le Conseil régional d'Ile-de-France	77
Compte-rendu de l'entretien téléphonique du 29/05/08 avec le SIGEIF	83
Compte-rendu de l'entretien du 08/09/2008 avec le SIPPEREC	88
Compte-rendu de l'entretien du 04/06/2008 avec le STIF	93
GDF ( entretien non accordé)	99
<b>Récapitulatif complet des données géographiques/statistiques des partenaires du ROSE et/ou potentiellement mobilisables</b>	<b>108</b>





Réseau d'Observation Statistique de l'Energie  
et des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France

## **CHARTRE PARTENARIALE DU ROSE** **(RESEAU D'OBSERVATION DE L'ENERGIE ET DES EMISSIONS ASSOCIEES EN** **ILE DE FRANCE)**

L'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies d'Ile-de-France, Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège social au 94, bis, Avenue de Suffren-75015 PARIS, inscrite au SIRET sous le numéro 397 716 861 00042, Représentée par sa Présidente, Madame Marie-Pierre DIGARD, ci-après dénommée l'ARENE

La Région Ile-de-France, ayant son siège : Hôtel de région, 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS, Représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Jean-Paul HUCHON, ci-après dénommée la Région

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par le décret n°91-732 du 26 juillet 1991 ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé, BP 90406, 49004 Angers Cedex 01, inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n°385 290 309, Représentée par Monsieur Guy SIMONNOT, agissant en qualité de Délégué Régional Ile-de-France, ci-après dénommée ADEME

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, ayant son siège au 10, rue Crillon, 75194 Paris CEDEX 04, Représenté par son Directeur, Bernard DOROSZCZUK ci-après dénommée DRIRE Ile-de-France

Electricité de France, ayant son siège social 22-30, avenue de Wagram, 75008 Paris, Représenté par son Délégué Régional Monsieur Bruno LANIER, ci-après dénommé EDF

Gaz de France, ayant son siège social 23, rue Philibert Delorme, 75840 Paris Cedex 17, Représenté par son Délégué Régional Monsieur Joël GREGOIRE, ci-après dénommé GDF

Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France ayant son siège au 66, rue de Monceau, 75008 Paris, Représenté par son Président, Jean-Jacques GUILLET ci-après dénommé SIGEIF

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les réseaux de Communication, ayant son siège social Tour Gamma B, 193-197, rue de Bercy, 75582 Paris CEDEX 12,  
Représenté par son Président, Catherine PEYGE  
ci après dénommé SIPPEREC

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France, ayant son siège au 15, rue Falguière, 75740 Paris CEDEX 15,  
Représenté par son Directeur général François DUGENY,  
ci-après dénommé IAU île-de-France

La Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, ayant son siège, 7, rue Beaujon, 75008 Paris,  
Représentée par son Président Pierre SIMON,  
ci-après dénommée CRCI Paris Ile-de-France

Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France, ayant son siège, 11, avenue de Villars, 75007 Paris,  
Représenté par sa Directrice générale Sophie MOUGARD,  
ci-après dénommé STIF

AIRPARIF, association type loi de 1901 à but non lucratif, ayant son siège 7, rue Crillon, 75004 Paris  
Représenté par son Président Monsieur Jean-François SAGLIO,  
ci-après dénommé AIRPARIF

DÉCIDENT DE SIGNER LA CHARTE PARTENARIALE DU ROSE (RÉSEAU D'OBSERVATION DE L'ÉNERGIE ET DES ÉMISSIONS ASSOCIÉES EN ILE-DE-FRANCE) POUR LA PÉRIODE 2008-2010, L'ARENE EN EST LE PILOTE ET L'ANIMATEUR.

**La présente charte a pour objet de définir les objectifs du ROSE et les engagements des signataires :**

### **Article 1 Objectifs et missions du ROSE**

La création du ROSE traduit la volonté des différents partenaires de se doter d'un instrument spécifique de connaissance, d'appui, de suivi et d'évaluation des actions menées en matière de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.

L'objectif du ROSE est de rassembler, de consolider, de traiter et de diffuser les informations et données nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre des bilans locaux et régionaux de l'énergie.

Organiser et coordonner le recueil des données statistiques

Mettre en place un suivi de ces connaissances avec des outils et des indicateurs permettant d'évaluer l'impact des politiques mises en oeuvre sur le long terme

Engager des études spécifiques sur les ressources énergétiques locales, les besoins et les déterminants de la consommation et également sur les potentiels et perspectives d'évolution

Participer à des activités d'échanges et de groupes de travail avec les autres observatoires régionaux en France et en Europe et l'Observatoire de l'énergie national

Produire et éditer des supports d'informations et de communication à destination des opérateurs énergétiques, des professionnels, des collectivités locales, de l'enseignement et du grand public et valoriser les données par un système d'informations géographique

Etre un lieu d'échanges sur l'efficacité énergétique et les énergies locales renouvelables pour les acteurs franciliens

Faire des propositions aux instances compétentes en matière de politique énergétique

## **Article 2. Engagements de l'ARENE**

Assurer le rôle de secrétariat général du ROSE

Animer et mettre en place le ROSE

Mettre à disposition le personnel nécessaire à l'exécution des actions

Percevoir les financements et exécuter les dépenses

Proposer annuellement un programme d'actions

Etablir, au terme de chaque exercice, un rapport technique et financier annuel qui sera remis à chaque membre du ROSE en justificatif de leur contribution

Repérer, rassembler et valoriser l'ensemble des données énergétiques et d'émissions associées relatives à l'accomplissement de la mission

Mettre à disposition les résultats obtenus sur la plateforme virtuelle

Fournir une identité visuelle au réseau (notamment charte graphique et logo)

## **Article 3. Engagements des partenaires : la Région, l'ADEME DR, la DRIRE Ile-de-France, EDF, GDF, le SIGEIF, le SIPPAREC, , l'IAU île-de-France, , la CRCI Paris Ile-de-France, le STIF et AIRPARIF**

Chaque partenaire doit :

Désigner son représentant au Comité des Membres

Participer aux réunions du Comité des Membres.

Valider les programmes annuels d'actions.

Participer financièrement ou par des apports de données ou de moyens techniques au ROSE.

Communiquer les informations à leur disposition susceptibles d'enrichir les connaissances du ROSE dans son périmètre d'activité et dans le respect des dispositions sur la confidentialité et le secret statistique.

#### **Article 4. Mise à disposition d'outils spécifiques**

- Système d'information géographique dédié :

La constitution d'un SIG dédié à l'énergie et aux émissions associées est confiée à l'IAU île-de-France à partir des données mobilisées dans le cadre du ROSE. Ce SIG dédié sera intégré au Système d'information géographique régional (SIGR) de l'IAU île-de-France.

La valorisation de l'ensemble de ces données géographiques nécessitera un travail de consolidation, de mise en forme et d'organisation des données pour des finalités d'exploitation cartographique et de croisement géographique.

L'ensemble des partenaires du ROSE sont autorisés à exploiter les données géographiques valorisées dans ce SIG dédié dans le cadre de leurs activités habituelles ; ces conditions pouvant être précisées par des conventions particulières.

- Inventaire des émissions

AIRPARIF est chargé du développement et de la maintenance de l'inventaire régional des émissions de polluants d'Île de France ainsi que de mettre ces données à la disposition du ROSE et des partenaires.

Celles-ci pourront être utilisées sous sa marque par le ROSE et les partenaires.

#### **Article 5 Durée de la Charte Partenariale**

La présente charte partenariale prend effet à compter de sa signature par les parties et au plus tôt le 1er janvier 2008. Elle prend fin au 31 décembre 2010.

Cette charte est reconductible pour une durée de 3 ans.

#### **Article 6 Utilisation des données**

Les données restent la propriété des organismes sources. Les signataires de la charte disposent d'un droit d'usage de ces données pour leurs travaux propres.

L'exactitude, la mise à jour, l'intégrité et l'exhaustivité des données restent de la responsabilité de l'organisme source. Toutefois, la responsabilité du fournisseur de données ne pourra en aucun cas être engagée :

- si l'un des partenaires (ou un tiers) en faisait une utilisation erronée pour ses travaux propres ;
- si ce partenaire venait à outrepasser son droit d'usage.

*Des conventions particulières de partage des données pourront être conclues pour les organismes qui désirent préciser l'utilisation et les modes de transfert des données et statistiques.*

#### **Article 7 Diffusion des résultats**

Les signataires définiront annuellement le contenu des documents présentant les résultats des travaux du ROSE.

La diffusion d'informations respectera les règles du secret statistique ainsi que les contraintes légales imposées notamment par la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à

la modernisation et au développement du service public de l'électricité et par la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie.

En particulier, les informations apportées par les opérateurs ou fournisseurs du secteur de l'énergie dans le cadre du présent réseau devront respecter les prescriptions des lois précitées en matière de confidentialité des informations dont la communication serait de nature à porter atteinte à une concurrence loyale.

### **Article 8 Convention annuelle d'application**

Chaque année une convention d'application définit l'implication de chaque acteur et les modalités de financement de l'année.

Elle précisera notamment les actions envisagées, le budget correspondant et le plan de financement. La convention d'application 2008 est présentée simultanément avec la présente Charte partenariale.

### **Article 9 Modes de financement**

Pour les membres du ROSE concourant financièrement au budget, les participations financières seront versées annuellement à l'ARENE. La participation est de 2 000 euros. En outre, il peut être fait appel à participation complémentaire sur projet, de la part de tout ou partie des membres.

La convention annuelle d'application formalisera les actions spécifiques ainsi que les participations financières volontaires de tout ou partie des membres.

La participation de la Région au ROSE n'entraîne pas de charge supplémentaire, cette mission de l'ARENE étant intégrée dans la convention passée avec cet organisme. Pour la DRIRE Ile-de-France, pour AIRPARIF et pour l'IAU île-de-France, la participation financière n'est envisageable ni dans le fond ni dans la forme du fait de leur apport important en données ou en moyens techniques.

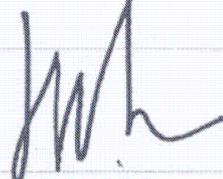
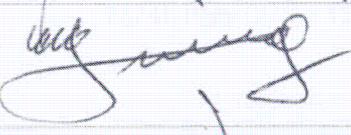
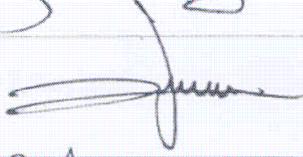
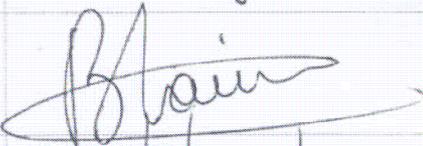
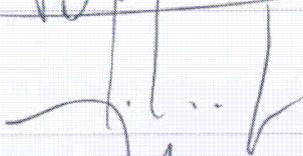
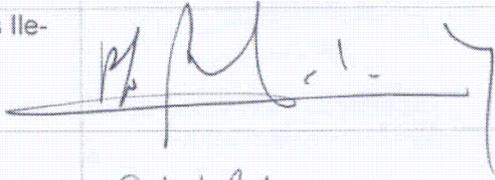
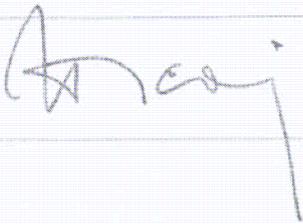
### **Article 10 Contrôle financier**

L'ARENE s'engage à communiquer à chacun des signataires toute information, justificatif ou document comptable nécessaire au contrôle de l'emploi des financements apportés.

### **Article 11 Avenants**

La présente Charte pourra faire l'objet d'avenants notamment en ce qui concerne l'entrée de nouveaux partenaires.

Fait à Paris, le 16 mai 2008

Nom	Fonction	Organisme	Signature
Jean-Paul Huchon	Président	Conseil régional Ile-de-France	
Marie-Pierre Digard	Présidente	ARENE	
Guy Simonnot	Délégué régional	ADEME	
Bernard Doroszczuk	Directeur	DRIRE Ile-de-France	
Bruno Lanier	Délégué régional	EDF	
Joël Grégoire	Délégué régional	Gaz de France	
Jean-Jacques Guillet	Président	SIGEIF	
Catherine Peyge	Présidente	SIPPEREC	
François Dugeny	Directeur général	IAU Ile-de-France	
Pierre Simon	Président	CRCI Paris Ile-de-France	
Sophie Mougard	Directrice générale	STIF	
Jean-François Saglio	Président	AIRPARIF	



Réseau d'Observation Statistique de l'Energie  
et des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France

## CONVENTION D'APPLICATION POUR L'ANNEE 2008

ENTRE :

L'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies d'Ile-de-France, Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège social au 94, bis, Avenue de Suffren-75015 PARIS, inscrite au SIRET sous le numéro 397 716 861 00042, Représentée par sa Présidente, Madame Marie-Pierre DIGARD, ci-après dénommée l'ARENE

La Région Ile-de-France, ayant son siège : Hôtel de région, 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS, Représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Jean-Paul HUCHON, ci-après dénommée la Région

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par le décret n°91-732 du 26 juillet 1991 ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé, BP 90406, 49004 Angers Cedex 01, inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n°385 290 309, Représentée par Monsieur Guy SIMONNOT, agissant en qualité de Délégué Régional Ile-de-France, ci-après dénommée ADEME

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, ayant son siège au 10, rue Crillon, 75194 Paris CEDEX 04, Représenté par son Directeur, Bernard DOROSZCZUK, ci-après dénommée DRIRE Ile-de-France

Electricité de France, ayant son siège social 22-30, avenue de Wagram, 75008 Paris, Représenté par son Délégué Régional Monsieur Bruno LANIER, ci-après dénommé EDF

Gaz de France, ayant son siège social 23, rue Philibert Delorme, 75840 Paris Cedex 17, Représenté par son Délégué Régional Monsieur Joël GREGOIRE, ci-après dénommé GDF

Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France ayant son siège au 66, rue de Monceau, 75008 Paris, Représenté par son Président, Jean-Jacques GUILLET, ci-après dénommé SIGEIF

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les réseaux de Communication, ayant son siège social Tour Gamma B, 193-197, rue de Bercy, 75582 Paris CEDEX 12,

Représenté par son Président, Catherine PEYGE,  
ci après dénommé SIPPERIC

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France, ayant son siège au 15, rue Falguière, 75740 Paris CEDEX 15,

Représenté par son Directeur général François DUGENY,  
ci-après dénommé IAU île-de-France

La Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, ayant son siège, 7, rue Beaujon, 75008 Paris,

Représentée par son Président Pierre SIMON,  
ci-après dénommée CRCI Paris Ile-de-France

Le Syndicat des Transports d'Ile-de-France, ayant son siège, 11, avenue de Villars, 75007 Paris,

Représenté par sa Directrice générale Sophie MOUGARD,  
ci-après dénommé STIF

AIRPARIF, association type loi de 1901 à but non lucratif, ayant son siège 7, rue Crillon, 75004 Paris

Représenté par son Président Monsieur Jean-François SAGLIO,  
ci-après dénommé AIRPARIF

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

### **Article 1. Objet de la Convention**

La présente convention précise, pour l'année 2008 les actions qui seront entreprises par le ROSE ainsi que le budget afférent.

### **Article 2. Programmes d'actions 2008**

Les missions pour 2008 sont :

- L'inventaire des données existantes et des voies possibles d'actualisation. Cette étude sera réalisée à partir du « Tableau de bord de l'énergie » versions 1990-2002 et 2005-2006 de l'ADEME et l'ARENE, le tableau de bord de l'énergie étant une préfiguration du ROSE et étant de ce fait fourni au réseau par l'ADEME et l'ARENE comme une des bases de l'édifice.
- L'élaboration de l'identité visuelle du ROSE
- La création de pages dédiés au ROSE sur le site internet de l'ARENE, dans l'objectif de la création ultérieure d'une plateforme virtuelle
- La diffusion des résultats du bilan Energie et émissions associées pour 2005-2006 sur support papier et sur la plateforme virtuelle (la plate forme virtuelle est hébergée sur le site de l'ARENE).

### Article 3 Budget prévisionnel

Pour l'année 2008, le budget prévisionnel du ROSE s'élève à 67 000 euros, soit 12 000 euros en fonctionnement et 55 000 euros en investissement.

Ce budget comprend :

- la mise à disposition à temps partiel d'un chargé de mission de l'ARENE (45 jours)
- l'inventaire des données existantes et les voies d'amélioration (20 000 euros)
- l'édition de la brochure tableau de bord de l'énergie (20 000 euros)
- l'identité visuelle du réseau (5 000 euros)
- les pages internet et l'outil collaboratif (10 000 euros)

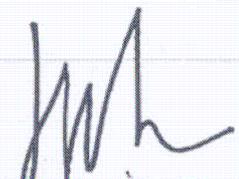
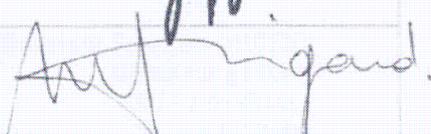
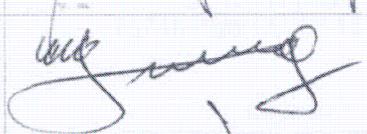
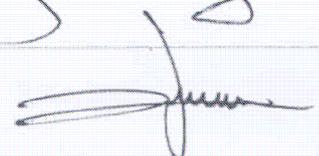
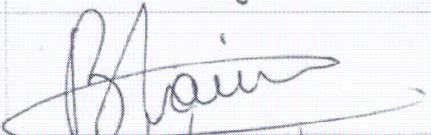
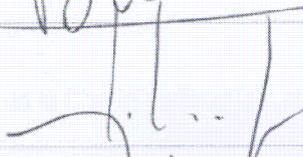
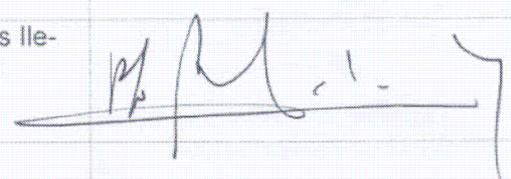
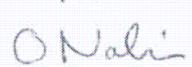
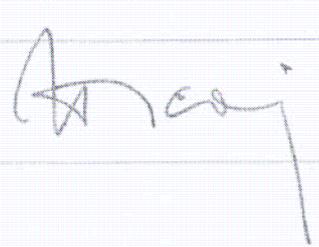
### Article 4 Plan de financement

Organisme	Montant
Conseil régional Ile-de-France	-
ARENE	35 000
ADEME	20 000
DRIRE Ile-de-France	-
EDF	2 000
GDF	2 000
SIGEIF	2 000
SIPPEREC	2 000
IAU île-de-France	-
CRCI Paris Ile-de-France	2 000
STIF	2 000
AIRPARIF	-
Total	67 000

### Article 5 Modalités de versement

Les membres participant financièrement au ROSE s'acquitteront du montant de leur versement annuel sur appel à contribution ou sur convention avec l'ARENE.

Fait à Paris, le 16 mai 2008

Nom	Fonction	Organisme	Signature
Jean-Paul Huchon	Président	Conseil régional Ile-de-France	
Marie-Pierre Digard	Présidente	ARENE	
Guy Simonnot	Délégué régional	ADEME	
Bernard Doroszczuk	Directeur	DRIRE Ile-de-France	
Bruno Lanier	Délégué régional	EDF	
Joël Grégoire	Délégué régional	Gaz de France	
Jean-Jacques Guillet	Président	SIGEIF	
Catherine Peyge	Présidente	SIPPEREC	
François Dugeny	Directeur général	IAU Ile-de-France	
Pierre Simon	Président	CRCI Paris Ile-de-France	
Sophie Mougard	Directrice générale	STIF	
Jean-François Saglio	Président	AIRPARIF	

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

### Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE Trame de l'entretien soumis aux partenaires

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme
- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

##### L'expérience interne en matière de SIG du partenaire

- Utilisation d'outil SIG  
*L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

#### 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

##### Le contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir dans le SIG ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

Valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi.

## La forme

- les **disponibilités** et **réticences** quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel **outil** de travail pour le ROSE ?
- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

### 3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE

#### Les données potentiellement mobilisables

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
LES DONNEES	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible		
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE		
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE		

\*ICS = informations commercialement sensibles

#### Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)

Type/intitulé de la donnée :		
Nature de la donnée géographique	Disponibilité et régularité de mise à jour	Droits d'usage de la donnée
<b>format de la donnée</b> (shape, tab,...)  <b>précision géographique</b> : statistique départementale, communale..., à l'adresse...,  <b>formé de l'entité numérique</b> : bd avec coordonnées géographiques, numérique : point, arc, polygone...	disponible en l'état / à consolider  fréquence de la mise à jour	libre de droit / donnée sensible / secret statistique et contraintes légales...  convention ROSE / convention particulière

En fin d'entretien, un tableau récapitulatif sera remis au partenaire pour y être complété. Il permettra à l'IAU de connaître au mieux les caractéristiques des données mises à disposition du SIG ROSE.

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte rendu de l'entretien du 26/06/08 avec la Délégation régionale de l'ADEME



représenté par **Mohamed AMJAHDI** (responsable du pôle Energie, ADEME Ile-de-France)

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

« **L'Agence de l'Environnement et de la maîtrise de l'Énergie (ADEME)** est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, et du ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche. L'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public et les aide à financer des projets dans cinq domaines :

- la gestion des déchets ;
  - la préservation des sols ;
  - l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ;
  - la qualité de l'air ;
  - la lutte contre le bruit ;
- et à progresser dans leurs démarches de développement durable.

Une des priorités de l'ADEME est le développement de l'observation, outil indispensable à la conduite des politiques publiques qu'elles soient nationales ou locales et à l'évaluation de leur impact, de leur coût et de leur efficacité. C'est dans ce cadre que la Délégation régionale Ile-de-France de l'ADEME participe au programme ROSE. »

*extrait Dossier ARENE du 16 mai 2008 pour le lancement du ROSE*

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

L'ADEME est au cœur des sujets de réflexion et d'investigation du ROSE, embrasse de nombreuses thématiques qui de près ou de loin font appels aux données. Elle détient néanmoins peu de bases de données spécialisées proprement dites, et encore moins de couches d'informations géographiques. Par contre, via son rôle de commanditaire (études, enquêtes...) et de financeurs (crédits d'impôts...), elle peut faciliter l'accès à des données dont elle est propriétaire ou co-propriétaire.

### Les données de l'ADEME

#### - La Base de données des opérations EnR & MDE depuis 2000 jusqu'à 2006

Cette base Access recense d'une part, les opérations d'investissements chez les particuliers qui ont values des aides de l'ADEME pour des équipements EnR (chauffe-eau solaire individuel CESI, installation photovoltaïque,...) via le crédit d'impôt jusqu'en 2006, et d'autre part, les opérations innovantes de démarches type HQE (jusqu'à 2006 aussi, car c'est devenu maintenant pratiquement la règle). A l'avenir, l'ADEME n'actualisera donc plus ces données.

#### En complément des données de l'ADEME sur les opérations EnR & MDE :

- le CRIF gère depuis 2006 une base de données complémentaires sur le volet des aides aux particuliers (CESI, SSC et PAC) ; La région possède aussi des informations sur le renouvellement urbain avec des informations précises sur l'état des bâtiments dans le cadre des logements sociaux ;
- un recensement des toutes les opérations PAC sur nappes superficielles en Ile-de-France est en cours (achevé pour Paris) avec une réflexion menée (avec la DRIRE et le STIIC) sur les problèmes possibles d'interférence des PAC entre-elles ;
- une étude commandée par Observ'ER porte sur l'analyse du crédit d'impôt en matière de MDE et d'EnR ;
- le Conseil général de l'Essonne mène actuellement un travail de recensement de toutes les opérations EnR ; le Conseil général des Hauts-de-Seine a déjà réalisé son bilan carbone territorial et patrimonial ainsi que son plan climat, ces études sont en cours pour le département Seine-et-Marnais.

#### - L'exploitabilité de la géothermie

Les données concernant l'exploitabilité géothermique des nappes existent sous forme de SIG au BRGM (certaines accessibles sur le site « géothermie perspectives » du BRGM), y compris pour la nappe profonde du Dogger. L'ADEME pourrait relayer la demande d'accès à cette information pour le ROSE allant dans le sens du développement de toutes les formes de géothermie, priorité francilienne. A noter que pour la géothermie profonde, le CG 94 a réalisé une étude de la ressource et des débouchés dans son territoire et que le CG 91 en fait de même actuellement avec l'aide du BRGM.

- L'ADEME a initié et accompagne la démarche de **diagnostics énergétiques dans tous les secteurs d'activité**, essentiellement du domaine public. Tous les rapports d'audit effectués à cette occasion sont récupérés par l'ADEME. S'ils détiennent des informations sur des cas réels, l'ensemble des données collectées n'existe qu'au format papier. Il y a moins d'exemples de diagnostics pour les bâtiments Tertiaire en dehors du patrimoine des Collectivités locales.

- Une **base de données informatisée** a été constituée sur les **consommations d'énergie du patrimoine du Ministère des finances** (quelques milliers d'établissements tertiaires de taille et de nature très différentes : écoles, centres militaires, bureaux,...) ; elle peut potentiellement être rendue accessible par l'ADEME [base de données qui présente des similitudes avec le SIG du SIPPAREC].

- A suivre, les futurs travaux et données du "**Centre de ressources sur la construction durable / la qualité environnementale du bâtiment**" en cours de constitution par l'Union régionale des Conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement (**CAUE**) avec le soutien de la délégation régionale de l'ADEME. Une réflexion sur les bases de données est en cours (contact : Thomas Philippon, CAUE 75). Les CAUE délivrent notamment des certificats d'aptitude pour des **formations énergie**, le centre de ressources qualité environnementale devraient à l'avenir centraliser toutes ces données. Le ROSE devra éviter de concurrencer ce travail en privilégiant l'établissement de liens.

- A suivre, l'appel à projet 2006 du PREBAT concernant les "**Bâtiments démonstrateurs à basse consommation énergétique**".

### L'expérience interne en matière de SIG du partenaire

- Utilisation d'outil SIG  
*L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Aucune expérience ni équipement spécifiques dans le domaine des SIG.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

### Remarques préalable sur le devenir du ROSE

L'ADEME souhaite que s'engage une vraie réflexion sur le ROSE et ses principales missions. Des interrogations ont été soulevées lors de cet entretien.

=> *Quel est le positionnement du ROSE ? Quelles complémentarités sont à considérer par rapport à l'existant (autres observatoires, centre de ressources...); quelles sont les limites au niveau des thématiques d'études ?*

=> *Comment faire pour pérenniser l'observatoire et quels sont ses éventuels futurs rôles ?*

=> *Le ROSE doit-il avoir un rôle dans la construction des politiques énergétiques et relatives aux émissions de GES ?*

Pour l'ADEME, le ROSE sera utile pour avoir une information centralisée et un consensus sur les données. A partir de cette base régionale commune, saine et partagée, et de son exploitation analytique (rapprochement et croisements des données), la construction de politiques pour orienter les décisions stratégiques à partir des constats de la réalité terrain devra être possible.

Pour se faire, le ROSE doit s'exprimer via l'outil d'aide à la décision que constituera le SIG à l'avenir. L'outil SIG du ROSE doit lui permettre d'appuyer la réflexion collective afin de consolider les constats et d'orienter les décisions stratégiques. Le SIG sera un bon indicateur de la qualité, la précision et la disponibilité des données. Il reflétera entre-autre les éventuels difficultés et retards des différents départements de la région. En quelque sorte, le SIG devra être la façade visible du ROSE, et l'outil indispensable et utilisable par l'ensemble des partenaires.

### Les domaines prioritaires

- La consommation d'énergie par secteur d'activité et par zone géographique (niveau départemental) ;
- La maîtrise de l'énergie ;
- Le renouvellement urbain ;
- Le développement des EnR : géothermie (PAC sur nappe superficielle et géothermie profonde, priorité pour la région Ile de France) ; bois énergie (études à relancer), solaire... ;
- La distribution d'énergie par réseaux de chaleur ;
- La climatisation ;
- Le suivi des professionnels (les artisans qualifiés...).

### Les enjeux

- Aider la décision afin de pouvoir orienter toutes les stratégies dans un but d'économie financière (de plus en plus souvent, chaque euro dépensé doit être joint d'une explication) ;
- Suivre les tendances pour affirmer des hypothèses d'évolution, réaliser des études prospectives ;
- Permettre de valoriser chaque donnée par des croisements spatiaux avec d'autres données sur d'autres thématiques ;
- Analyser les chiffres de consommation d'énergie, en priorité dans le secteur du bâti pour aider les actions d'intervention sur le bâti existant (l'ADEME compte ainsi sur les données des opérateurs d'énergie du ROSE) ;
- Connaître la charge de production, consommation et d'économie d'énergie sur des zones de grands ensembles tertiaires (secteur de la Défense, par exemple) ;
- Recenser toutes les opérations d'installation des pompes à chaleur et informer sur les risques éventuels de perturbations de la ressource / baisse de performance des PAC ; idem pour la géothermie profonde ;
- Renseigner les réseaux de chaleur, particularisme francilien, de façon à pouvoir suivre les mutations (alimentation progressive des réseaux par des énergies renouvelables en substitution d'énergie fossiles...) et les extensibilités possibles (densité de population, projets d'ouverture à l'urbanisation...) ;
- Investiguer sur la climatisation (les enjeux sur la connaissance de ces systèmes étant multiples et pas seulement énergétiques : GES, consommation d'eau, risque de légionellose...) ; connaître précisément la part dans la consommation d'énergie du poste climatisation dans les secteurs du Résidentiel et surtout du Tertiaire (exemple de La Défense, avec CLIMADEF, Société de Climatisation Interurbaine de la Défense du groupe DALKYA, ou CLIMESPACE à Paris) ; il serait intéressant de prendre contact avec l'Agence de l'eau pour les enjeux de consommation d'eau.

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?
- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

L'ADEME est attentive à la fréquence de mise à jour des données.

Le projet d'une plate-forme SIG dédiée au ROSE avec un environnement Mapserver pour un accès via Internet a été esquissé et a été bien accueilli par l'ADEME. Il pourrait comporter deux passerelles d'accès contrôlées : l'une, restreinte au « club utilisateur » des membres du ROSE et l'autre, ouverte au « grand public ». Cette solution comporterait de nombreux avantages comme la centralisation des données géographiques du ROSE au niveau d'un serveur hébergé à l'IAU et la facilité de mise à jour des données.

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**La disponibilité et le registre des données**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
LES DONNEES	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Une feuille descriptive de données - premiers éléments de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été jointe à l'envoi du présent compte-rendu. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la fin juillet au plus tard.

**Il s'agit pour l'ADEME, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'il serait susceptible d'apporter pour être valorisées dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.**

**Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.**



**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

**Compte rendu de l'entretien du 25/06/08 avec AIRPARIF**



représenté par **Anne Kauffmann** (responsable du pôle Etudes)  
et **Olivier Perussel** (Inventaire des émissions - Energie GES)

### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

#### **Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)**

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

« Airparif est l'organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air en Ile de France. Il regroupe pour cela tous les acteurs impliqués localement. Airparif surveille en permanence une soixantaine de polluants, prévoit chaque jour la qualité de l'air du lendemain, participe au dispositif d'information d'alerte, analyse les phénomènes de pollution et évalue les effets à long terme des différentes actions menées. Ces informations sont diffusées auprès de la population, des médias et des autorités.

Airparif est enfin chargé de l'élaboration et du suivi de l'inventaire régional des émissions des polluants dans l'air, y compris pour les Gaz à effet de serre (GES) ».

*(extrait Dossier ARENE du 16 mai 2008 pour le lancement du ROSE)*

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

Airparif travaille tout particulièrement sur le second volet thématique du ROSE, c'est à dire, les **émissions de gaz à effet de serre**. Pour ses travaux relatifs à l'inventaire des émissions des trois principaux GES (dioxyde de carbone, méthane et protoxyde d'azote), Airparif dispose d'une expérience et de données en terme de sources d'émission par secteur d'activité, de caractérisation des consommations énergétiques et des déplacements.

**La mission d'inventaire des émissions** a progressivement été confiée à Airparif. Le Citepa a réalisé l'inventaire de 1994 pour les travaux d'élaboration du premier Plan Régional pour la qualité de l'Air (PRQA 2000) ; Airparif a ensuite intégré les données du Citepa pour établir le nouvel inventaire des émissions de 2000 pour l'élaboration du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA 2005).

Airparif réalise seul aujourd'hui l'inventaire 2005 pour les travaux de révision du PRQA, avec la mission d'inventorier aussi les gaz à effet de serre.

Pour l'avenir, la fréquence de mise à jour de cet inventaire mériterait d'être plus régulière (se rapprocher d'une fréquence de mise à jour annuelle) au vu des évolutions rapides dans certains secteurs d'activités comme les transports (évolution des trafics), le résidentiel (modification des conditions climatiques...) ou certaines industries (évolutions réglementaires...).

L'inventaire actuel des 3 principaux GES présente les données globalement, au niveau régional, et de façon spatialisée jusqu'à une maille kilométrique avec des clés de répartition selon la connaissance par maille de l'occupation du sol et de la localisation des principaux émetteurs.

Il est important pour Airparif de pouvoir consolider l'ensemble de l'inventaire des GES, notamment pour le travail de désagrégation territoriale, voire d'étendre cet inventaire aux familles de gaz fluorés selon l'importance des enjeux en Ile-de-France. Le principe des facteurs d'émission de GES appliqués aux données descriptives est sous-jacent. Parmi les données statistiques descriptives utilisées par Airparif jusqu'à maintenant pour l'inventaire régional et territorialisé des trois principaux GES :

### 1) les données de consommation d'énergie par secteur d'activité

- l'ensemble des secteurs : les données régionales de consommation d'énergie de la **DGEMP** (climat réel) pour tous les secteurs d'activité y compris les transports ;

- précisions pour l'industrie : les données de l'Enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie du Service des études et des statistiques industrielles - **SESSI** ; par code NCE (Nomenclature de Consommation d'Énergie utilisée pour les regroupements par secteur a été définie en fonction de la nomenclature d'activités NAF 700) ; cette enquête vise à apporter un éclairage sur le poids des entreprises de l'industrie manufacturière (hors IAA) suivant leur appartenance ou non à un (ou plusieurs) groupe(s). Elles renseignent également sur la nationalité de ce(s) groupe(s) en termes d'effectifs, de rémunérations, d'investissement, de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée, d'exportations.

- précisions pour le résidentiel tertiaire : les données des enquêtes de consommation d'énergie du **CEREN** (corrigées du climat) pour les secteurs résidentiel et tertiaire ; le CEREN n'a plus comme avant les moyens financiers de pérenniser ses enquêtes annuelles, ce qui pose problème pour l'avenir ; à titre d'information, l'enquête CEREN 2005 n'a pas été commandée par l'ADEME. Le CEREN reste néanmoins une source fiable et pertinente en terme d'évolution des parcs notamment grâce à un suivi régulier du même échantillon de parcs.

### 2) les données relatives aux activités et habitat pour la désagrégation territoriale de l'inventaire

- la localisation des principaux émetteurs industriels et les données d'émission associées (ICPE) ainsi que dans la mesure du possible des données relatives aux consommations et au type de combustible utilisé (déclarations IPCC, anciennement par la TGAP) ; une enquête plus poussée est lancée par contact direct auprès des gros industriels (puis les plus petits seront visés) concernant leurs consommations énergétiques et rejets de GES. Il s'agit sur ce volet d'être plus pointu mais ces données garderont un caractère confidentiel (ne pourront être mises au pot commun du SIG ROSE).

- la base de données des entreprises et des établissements **SIREN** (Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises et des Etablissements) de l'INSEE ; le Répertoire National d'identification des entreprises et des établissements concerne les unités implantées sur le territoire national (précision à l'échelle communale), sa gestion est confiée à l'INSEE ;

- la base de données marketing **ASTREE** présentant les informations signalétiques (nom, coordonnées des entreprises), financières (CA, résultat net...) ; elle renseigne sur le réseau de production d'une entreprise, c'est à dire, sur les liens, France entière, entre l'établissement principal (le siège) et le réseau des établissements secondaires ;

- les données du recensement via la base de données géographiques **Détail...Logements IRIS-2000** de l'INSEE ; il s'agit encore d'améliorer les connaissances sur la qualité des équipements.

### 3) les données relatives aux transports pour la désagrégation territoriale de l'inventaire

- la description des flux routiers est bien connu et l'inventaire est bien normalisé (COPPERT 4) ; le modèle de trafic routier (type de véhicule, puissance, âge, vitesse et nombre de véhicules) sur la base de boucle de comptage heure par heure sur les principaux axes donne satisfaction (méthodologie ascendante) ; par contre, la composition du parc circulant est encore à améliorer pour ce qui concerne le pourcentage réel de poids-lourds circulant et de véhicules utilitaires légers, ainsi que l'âge des véhicules en circulation.

=> Le nouvel inventaire 2005 des émissions de GES par km<sup>2</sup> sera disponible en 2009. Des sorties cartographiques par secteur d'activités seront possibles (visibilité du CO<sub>2</sub> d'origine énergétique).

#### L'expérience interne en matière de SIG du partenaire

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Airparif dispose de plusieurs outils logiciels de géostatistiques (Isatis...) ou géographiques (Mapinfo) pour les travaux de modélisation, de prévision, d'inventaire des émissions... qui font appel à l'interpolation, à des modèles statistiques ou déterministes.

Mais leurs logiciels de représentation graphique de type SIG – en l'occurrence Mapinfo – leur servent avant tout de supports de communication aidant à la conceptualisation et à la visualisation des phénomènes.

Par contre, Airparif a travaillé en collaboration avec l'IAURIF (dans le cadre de la mise en œuvre du PRQA, par exemple) sur des études faisant appel à l'utilisation plus poussée des fonctionnalités des SIG.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

### Domaines prioritaires pour le rassemblement des données

- Connaissance la plus fine possible des **consommations d'énergie par secteurs d'activité**

#### Pour les activités

Affiner de façon prioritaire la connaissance des consommations et des émissions des **PMI** ; estimer les consommations ou émissions des PMI à partir de la seule indication du nombre d'emploi qu'elles représentent fausse véritablement la donne car selon les activités, il n'y a pas de lien directe entre le nombre d'emploi et la hauteur des consommations/émissions : privilégier le recueil d'informations sur les petites installations s'avère incontournable.

Affiner également la connaissance des consommations du **secteur tertiaire** : connaître plus finement la consommation d'énergie dans les établissements d'enseignement, les petits commerces, les hôpitaux... Des enquêtes, sondages seraient à mener.

#### Pour l'habitat

Il serait intéressant de connaître le **parc de chaudières**, afin de déterminer s'il y a une spécificité régionale. Mettre la priorité pour commencer sur les grands bailleurs sociaux (HLM...), plus significatifs ; des enquêtes de sensibilité concernant la pollution locale et les GES seraient intéressantes à cette occasion.

Rechercher auprès des opérateurs les **ratios de consommation** par type de logement (surface, ancienneté...) et de combustible, et permettre d'affiner les facteurs d'émissions. Il est difficile, en effet, de construire des typologies de consommation des logements à cause du nombre très important de paramètres à considérer et de la trop faible taille des échantillons enquêtés ; les disparités de consommation sont en effet présumées importantes. La connaissance des surfaces de logement et de la vétusté du parc (industrie du bâtiment, rénovation...) est une donnée plus pertinente, par exemple, que la taille des ménages, et constitue un meilleur indicateur dans l'analyse des émissions de GES. C'est un élément primordial à rechercher.

#### Pour les transports

S'il paraît indispensable de devoir améliorer la connaissance du parc roulant des **Poids-lourds** et des **VUL**, de l'**âge réel** de ces véhicules en circulation, c'est moins au ROSE qu'à l'Observatoire de la mobilité (STIF...) de pallier à ces carences.

- Connaissance et suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme

Ce domaine est moins prioritaire pour Airparif car leurs besoins premiers sont d'un autre ordre (par exemple, pour la réactivité de leur modèle de trafic, il faut pouvoir anticiper et modifier le modèle en temps et en heure). Par contre, pour l'établissement de **scénarios prospectifs**, Airparif a besoin d'être informé le plus en amont possible des grands projets (projets de rénovation de grands quartiers, par exemple, ou de programmation de couvertures et tunnels) pour anticiper les grandes évolutions.

## Les enjeux

- Lier les enjeux de pollution locale à ceux des GES ;
- Evaluer de manière plus fine les émissions du secteur de l'Energie ;
- Mieux définir la qualité des équipements et du bâti ;
- Encourager globalement le développement des EnR tout en entretenir la vigilance pour certaines d'entre-elles au motif de leur impact sur la qualité de l'air : Airparif reste réticent quant au développement des agro-carburants (émissions d'aldéhydes...) et du chauffage au bois (pratiqué le plus souvent dans de mauvaises conditions de combustion, est responsable d'émissions de particules, de HAP... et est peu réglementé) ;
- Pouvoir suivre les évolutions franciliennes en matière d'énergie via des enquêtes précises et régulières ;
- Etre capable de comparer et valider les méthodologies, les hypothèses (par exemple, permettre de consolider la méthodologie d'Airparif pour la désagrégation de l'inventaire jusqu'à la maille du km<sup>2</sup> : pouvoir valider, par exemple, auprès de GDF la désagrégation territoriale des données de consommation finale de gaz par secteur et usage.).

Airparif souhaite que le ROSE joue un rôle de « facilitateur » et de producteur d'informations, via notamment le pilotage d'études énergie et GES qui s'avèreraient pertinentes à mener.

Airparif accorde au SIG ROSE un rôle d'outil d'aide à la décision pour lancer des politiques de terrain dans le domaine de l'énergie (diagnostics, enquêtes...). Le SIG devrait permettre de visualiser notamment les carences en données.

## La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/lien vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?
- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jours, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

La cartographie est un enjeu en soi pour Airparif. La valorisation des données d'Airparif permettra de conforter l'analyse sur les disparités locales en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Les données de l'inventaire des émissions de GES pourront être superposées à d'autres données d'enjeux. Elles pourront être présentées avec des référentiels cartographiques plus précis et plus esthétiques.

Airparif est très attentif aux soucis de catalogage des données (métadonnées) à mettre en place pour répondre aux exigences de transparences et de responsabilité des données présentées.

Le projet d'une plate-forme SIG dédié au ROSE avec un environnement Mapserver pour un accès via Internet a été esquissé et a été bien accueilli par Airparif. Il pourrait comporter deux passerelles d'accès contrôlées : l'une, restreinte au « club utilisateur » du ROSE et l'autre, ouverte au « grand public ». Cette solution comporterait de nombreux avantages comme la centralisation des données géographiques du ROSE au niveau d'un serveur hébergé à l'IAU et la facilité de mise à jour des données.

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**La disponibilité et le registre des données**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b><i>A compléter</i></b>	<b><i>A compléter</i></b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b><i>A compléter</i></b>	<b><i>A compléter</i></b>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b><i>A compléter</i></b>	<b><i>A compléter</i></b>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Une feuille descriptive de données - premiers éléments de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été remise en séance (et le fichier correspondant joint à l'envoi du présent compte-rendu). Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la fin-juillet au plus tard.

**Il s'agit pour AirParif, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'il serait susceptible d'apporter pour être valoriser dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.**

**Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.**

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte rendu de l'entretien du 12/06/2008 avec l'ARENE



représentée par **Marie-Laure FALQUE-MASSET**  
(Chargée de mission énergie, animatrice du ROSE)

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

L'ARENE Ile de France, centre d'expertise et de ressources francilien en matière de développement durable, s'adresse aux collectivités locales et territoriales, aux acteurs socio-économiques et professionnels.

Organisme « associé » au Conseil régional, depuis 1994, l'agence contribue à la mise en œuvre de démarches de développement durable en Ile de France, notamment à l'intégration des préoccupations énergétiques. L'ARENE est une équipe d'environ 22 personnes, dont 12 chargés de missions.

##### Ses moyens d'actions :

- Soutenir les opérations à caractère innovant ; aider à leur expérimentation ;
- Accompagner les acteurs par un soutien technique et méthodologique ;
- Repérer, valoriser, diffuser les bonnes pratiques, en concevant et diffusant des outils et méthodes.

L'ARENE élabore le Tableau de bord de l'énergie francilien avec l'ADEME et produit des études sur l'état des lieux ou les potentiels de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables. Elle participe à différents groupes de travail sur les statistiques énergétiques locales comme celui de l'Observatoire de l'énergie ou encore au sein du RARE et de FEDARENE.

L'ARENE assure les rôles de pilotage et animation du ROSE.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

#### Le Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France (TBE)

- L'ARENE périodiquement constitue avec l'ADEME un **tableau de bord de l'énergie** qui présente de manière synthétique les consommations et productions franciliennes de l'énergie, ainsi que les données d'émissions de GES associées à l'énergie. Les données statistiques éditées sont de niveau régional, et présentées sous forme de tableaux et d'histogrammes. L'ARENE dispose par ailleurs des données brutes de l'étude sous forme de base de données Excel. Le SIG ROSE devrait permettre d'enrichir ce tableau de bord au niveau géographique par des indicateurs d'enjeux.
- Concernant la consolidation des données du TBE, les données de consommation réelle du CEREN, en particulier sur les caractéristiques des logements, seront probablement à l'avenir moins pertinentes à utiliser en raison de la diminution de la taille de l'échantillon régional considéré dans cette enquête nationale. Les données régionalisées de la DGEMP, de part sa méthode d'investigation (recensement des livraisons de carburants au niveau des dépôts...), posent aussi des problèmes de précision mais d'un autre ordre. Les données d'AIRPARIF relatives aux émissions de GES ne se limitent pas aux émissions de CO<sub>2</sub> d'origine énergétique. Les données présentées dans le TBE et que possède l'ARENE sont donc par nature différentes.
- L'ARENE participe au groupe de travail du RARE (Réseau des Agences régionales de l'énergie et de l'environnement) qui réfléchit dans ce cadre à une méthodologie pour la déclinaison des TBE au niveau communal (achèvement de la réflexion prévu pour fin 2008).

#### Le développement des EnR

Beaucoup d'études de niveau régional sont financées par l'ARENE dans le domaine des EnR, sur les gisements potentiels et les filières.

- **Bois-énergie** : une étude « Bois » a été relancée ( ? ) ;
- **Géothermie** : un état des lieux a été réalisé avec l'ADEME et le BRGM en 2004, un nouveau est en cours ;
- **Solaire** : peu de données disponibles ;
- **Eolien** : ce domaine ne mérite pas relever d'une priorité en Ile-de-France, vu la faible productivité.

#### La maîtrise des consommations d'énergie

A l'occasion de la mise à jour du TBE, des enquêtes complémentaires sont lancées pour mieux connaître certains secteurs de consommation. C'est le cas actuellement de deux enquêtes sur les petits commerces et petits tertiaires et sur les établissements de santé.

Des statistiques régionales existent déjà en matière d'habitat (consommation d'énergie par les ménages), du sous-secteur des maisons de retraites et des lycées. Pour l'enseignement, un rapprochement avec François Lacour (Unité Lycées du CRIF) serait intéressant.

#### Les autres pistes de données récupérables

- la localisation des installations **EnR** par l'exploitation des fichiers de subventions ADEME et CRIF.
- les **réseaux de chaleur** : l'enquête nationale annuelle de branche chauffage urbain et climatisation urbaine, obligatoire sur les réseaux de chaleur et de froid, est menée par le Syndicat National du Chauffage urbain et de la Climatisation Urbaine (SNCU) et le Service des études statistiques et des statistiques industrielles (SESSI) du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie ; les données 2005/2006 sont disponibles. Il serait utile aussi de s'appuyer sur l'étude APUR concernant les réseaux de chaleur (aide à demander à la Région pour récupérer les données de l'étude).
- certains départements (95, 77, 91 et 75...) ont réalisé des enquêtes pour des bilans énergétiques départementaux avec des informations sur la qualité des infrastructures (présence d'un pôle énergie).

#### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Aucune expérience ni d'équipement dans le domaine des SIG.

Par contre, il y a un nouveau responsable de la plate-forme Internet – Edouard Laniesse (webmaster du site de l'ARENE) .

## 2<sup>eme</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)*...

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

L'ARENE, pour ses actions, souhaite que le SIG mis en place puisse couvrir un très large registre de thématiques qui touchent à l'énergie et aux GES, dans tous les domaines du ROSE.

En particulier, sur :

- la consommation d'énergie globale et par secteur, à différentes échelles, jusqu'à la commune ;
- les données réelles des producteurs d'Énergie (EDF, GDF,...) agrégées à l'échelle départementale, par usage et par secteur (productions, livraisons, consommations) ;
- la cartographie des infrastructures de production d'énergie : lieux de production classiques et EnR (installations géothermique, solaires...) ;
- la visualisation des résultats d'enquêtes avec échantillons localisés, afin de travailler sur une information réelle et plus fine territorialement ;
- la production d'indicateur d'enjeux comme par exemple l'appréciation du coût global de transport d'énergie par une visualisation (croisements géographiques) des lieux de production et des lieux de consommation ;
- la localisation des opérations subventionnées en MDE (chaudières à condensation, travaux d'isolation, de réhabilitation thermique,...) pour avoir une vision globale de la maîtrise de l'énergie (travail à long terme et difficile) ;
- l'identification des projets (besoin de centralisation) pour aider à l'établissement des scénarios prospectifs ;
- l'emploi dans le secteur des énergies et EnR et les appellations...

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?

- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

L'ARENE est pour le développement d'un outil ouvert à tous, accessible à partir de la plate-forme virtuelle du ROSE.

La proposition d'un SIG ouvert via l'Internet (technologie MAPSERVER) - avec une centralisation des données sur un serveur unique à l'IAU, donnant droit à des accès contrôlés et différenciés entre une partie « Membres du ROSE » et une partie « Grand public » - a été esquissée et pourrait correspondre aux attentes de l'ARENE.

Le rapprochement de l'IAU et de l'ARENE pour le développement de la plate-forme virtuelle du ROSE est évoqué : contact ARENE, Edouard Laniesse (Tél : 01 53 85 61 81) et contact IAU, Michel Medic (Tél : 01 77 49 76 18).

### 3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE

#### Les données potentiellement mobilisables

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
LES DONNEES	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b>A compléter</b>	<b>A compléter</b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b>A compléter</b>	<b>A compléter</b>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b>A compléter</b>	<b>A compléter</b>

\*ICS = informations commercialement sensibles

#### Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)

Une feuille descriptive de données - premiers éléments de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été remise à la fin de l'entretien. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la mi-juillet au plus tard.

**Il s'agit pour l'ARENE, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'elle serait susceptible d'apporter afin d'être valorisées dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.**

**Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.**

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte rendu de l'entretien du 25/06/08 avec la CRCI Paris Ile-de-France



représentée par **Mireille EUSTACHE** (chef de service réseaux d'entreprises et filières)  
et **Martine DELASSUS** (chef de service études économiques)

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

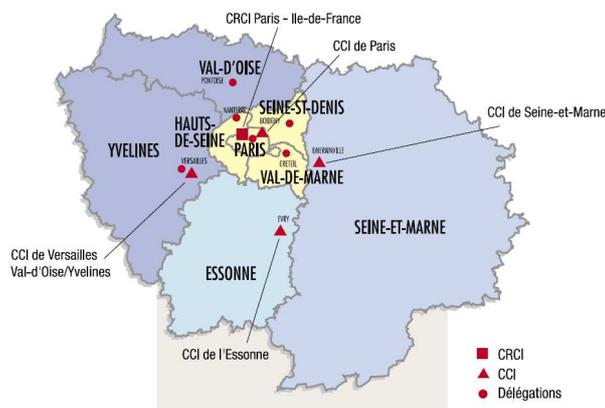
- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

La CRCI, **Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France**, est un établissement public placé sous la tutelle de l'état et administré par 35 dirigeants d'entreprises élus par les assemblées générales des CCI.

Cette circonscription territoriale couvre les huit départements de la région Ile de France.

Elle a pour objectif principal de mutualiser et de coordonner les efforts des 4 CCI (Chambre de commerce et d'industrie) d'île-de-France.

- CCI de Paris
  - > Délégation de Paris
  - > Délégation des Hauts-de-Seine
  - > Délégation de Seine-Saint-Denis
  - > Délégation du Val-de-Marne
- CCI de l'Essonne
- CCI de Seine-et-Marne
  - > Délégation de Meaux
  - > Délégation de Melun
- CCI de Versailles Val-d'Oise/Yvelines
  - > Délégation du Val-d'Oise
  - > Délégation des Yvelines



### **Les missions principales de la CRCI :**

- Représentation auprès des pouvoirs publics régionaux des intérêts de l'industrie, du commerce et des services pour toute question de portée régionale ;
- Animation du réseau des quatre CCI de Paris - Ile-de-France ;
- Veille sur la mise à disposition par les CCI des services et prestations répondant aux attentes des entreprises ;
- Participation à l'animation économique régionale par la mise en oeuvre de projets.

La CRCI Paris - IdF développe ses actions en matière d'environnement autour des axes suivants :

- faire connaître et valoriser les actions des CCI en matière d'environnement ;
- consolider et animer le "réseau environnement" consulaire, constitué des interlocuteurs environnement des CCI de la région Ile-de-France ;
- optimiser les dispositifs d'appui aux entreprises, mettre en place des projets pilotes sur la région.

### **Les missions des 4 CCI d'Ile de France :**

- Accompagner les entreprises dans les différentes phases de leur développement :  
par des actions d'information et de conseil, par des interventions concrètes dans 7 domaines :
  - => création d'entreprise ;
  - => transmission – reprise d'entreprise ;
  - => innovation ;
  - => intelligence économique ;
  - => qualité, sécurité et environnement ;
  - => développement du commerce et des services de proximité ;
  - => développement à l'international ;par la gestion de certaines aides de l'état et du conseil régional.
- Former les jeunes et salariés des entreprises ;
- Représenter les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics ;
- Gérer les équipements (établissement de formation, pépinières, hôtels d'entreprises...).

Il n'y a pas de lien hiérarchique entre la CRCI et les CCI. En terme de personnel, la CRCI comprend 25 personnes et les CCI, un total de près de 6 000 collaborateurs.

### **Parmi les thématiques suivies pouvant intéresser le ROSE :**

#### Réseau PLATO

Cette opération pilote en Ile-de-France, coordonnée par la CCIV (CCI de Versailles - Val d'Oise / Yvelines), a pour objectif de créer un véritable réseau d'entreprises. 62 chefs d'entreprise PME-PMI locales et 12 cadres de grands groupes échangent leurs expériences, rompent leur isolement et renforcent leurs compétences (management, finance, production, ressources humaines...) au sein de 4 ateliers de travail. PLATO, est aussi une réponse concrète apportée aux besoins de recrutement du réseau grâce à la mise en place d'un partenariat local fort (maillage territorial). Les enquêtes menées à cette occasion permettent de « qualifier » davantage les fichiers entreprises de type KOMPASS et Fichiers consulaires des CCI.

#### Réseau des éco-industries

Une identification des éco-entreprises (entreprises produisant des biens et des services destinés à mesurer, prévenir, limiter, réduire ou corriger les atteintes à la qualité de l'eau, de l'air et des sols) a été initiée par la CCI de Versailles - Val d'Oise/Yvelines (650 établissements éco-industriels sur les départements du Val-d'Oise et des Yvelines, dont 340 sont des PME-PMI) ; ces données sont disponibles mais encore non exhaustives. Un effort de régionalisation de cette base est en cours.

#### Semaine du développement durable

Des programmes collectifs de sensibilisation des entreprises à la maîtrise de l'énergie sont assurés dans les secteurs de l'industrie, des services et des commerces en particulier à l'occasion des journées Qualité – Sécurité - Environnement lors de la semaine du développement durable du MEEDDAT. Des schémas sectoriels Développement Durable (plans stratégiques des CCI sur le développement durable) existent par ailleurs.

#### La formation

L'action des CCI concerne aussi le registre de la Formation (stage de formation de courte durée sur les économies d'énergie, par exemple, et formation continue et régulière de longue durée), avec en

particulier l'Ecole de l'environnement et du Cadre de vie (TECOMAH) de la CCIP qui dispense des formations spécialisées dans le domaine de l'environnement.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

### **Concernant les données énergie**

La CRCI a besoin de suivre le contexte énergétique francilien et rassemble pour se faire les statistiques existantes (compilation de tableaux présentés sous forme de fiches techniques). Elle n'est pas productrice de données contrairement aux CCI qui à leur niveau de responsabilité territoriale ont des données « terrains » relatives aux entreprises (études, enquêtes, bases de données...). Au sein de la CRCI, les services Etudes et plus encore Environnement-Développement durable sont les plus concernés.

Le domaine qui relève le plus d'un lien avec les enjeux énergétiques est celui de la qualité - environnement et développement durable – des entreprises. Dans chacune des CCI d'Ile-de-France, un ou plusieurs conseillers environnement se tiennent à la disposition des entreprises pour répondre aux demandes d'information, les conseiller ou les orienter vers des experts. Ces conseillers peuvent se déplacer également pour réaliser un état des lieux in situ (conformité d'un établissement à la réglementation, pré-analyse de la gestion des déchets, de l'eau, de l'énergie de l'entreprise...).

Une difficulté générale réside dans le fait de pouvoir disposer - de façon homogène, sur toute l'Ile-de-France - de bases de données fruit de compilations harmonisées qui pourraient être faites des travaux menés par les différentes CCI d'Ile-de-France qui visent à renseigner de façons plus précise et qualitative les données sur les petites et moyennes entreprises (bases de données, enquêtes...), chaque CCI ayant ses propres orientations de travail.

#### Diagnostique énergie des PMI

Des diagnostics énergétiques et des bilans carbone de PMI ont été réalisés grâce au soutien financier de plusieurs CCI (avec co-financements de l'ADEME et de la DRIRE) : la CCI de l'Essonne (suivi interne grâce au recrutement d'un chargé de mission énergie) et la CCI de Versailles (suivi assuré par des consultants extérieurs).

#### BD sectorielle des éco-industries

Disponible pour le territoire Val-d'Oise/Yvelines, régionalisation de la base de données en cours.

#### Autres données Entreprises des CCI

Inventaire à établir par la CRCI ; un entretien avec la CCI de Versailles a été proposé pour mieux juger de la disponibilité des données qui peuvent intéresser le SIG ROSE, un autre avec la CCIP est envisagé.

### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

La CRCI ne possède pas de SIG, en revanche, toutes les CCI administrent pour leurs travaux des SIG, principalement à vocation commerciale (les informations les plus détaillées concernant les entreprises sont payantes). La CCIP développe un SIG commun au siège et à ses 4 délégations ; la CCI de Seine-et-Marne possède et participe à de nombreux observatoires (en partenariats ou non) ; un SIG est en cours de développement à la CCI de Versailles, un autre l'est également à la CCI de l'Essonne mais de façon moins avancée.

La CRCI et les 4 CCI de la région sont des utilisateurs d'un SIG dédié, « SIGARIF », logiciel de consultation de bases de données cartographiques développé par l'IAU. SIGARIF permet d'accéder à un ensemble de données décrivant l'environnement économique de l'Ile-de-France, disponibles sur la totalité de l'Ile-de-France. Il est déployé auprès d'un réseau d'acteurs économiques franciliens, qui contribuent par un abonnement annuel au développement et à l'enrichissement des données.

#### Aperçu de SIGARIF

##### Les thématiques développées

- Les activités, les entreprises, l'emploi...
- L'immobilier d'entreprise... (locaux d'entreprises, ZAE)
- La fiscalité...
- L'offre de formations et de recherche...
- Les télécommunications
- L'offre de transports...
- L'offre de services complémentaires... (équipements d'accueil et de loisirs)
- Les cartes et données du recensement de 1999
- Le positionnement de l'Ile-de-France...

##### Les données

Les données économiques sont géolocalisées à la commune ou plus finement pour certaines. Les informations territoriales disponibles dans SIGARIF sont issues de bases de données publiques, commerciales\* ou de sous-traitances spécifiques (couches des Zones d'Activités Economiques notamment).

\* Les principales bases de données commerciales présentes dans SIGARIF :

- BIL (Base d'informations légales) : fichier sur les artisans, professions libérales, associations...
- ASTREE: fichier sur les entreprises
- ERE: fichiers sur l'emploi salarié
- FICHER SUP' : fichiers sur les formations d'enseignement supérieur et les laboratoires de recherche
- GRECAM : fichiers sur les locaux d'entreprises
- TOURISME D'AFFAIRES

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

#### **Domaines à suivre « prioritairement »**

- Consommations d'énergie par secteur d'activité (industrie, services, commerces ;
- Production et distribution d'énergie ;
- Suivi des réalisations (exemplaires...) des entreprises, et des actions collectives ;
- Connaissance des coûts induits par la mise en application, en entreprise, des politiques d'économies d'énergie.

#### **Enjeux**

- Pouvoir inventorier les diagnostics industriels (catalogage, localisation,...) ;
- Connaître l'évolution des consommations d'énergie des entreprises par type, par secteur pour évaluer les politiques énergétiques en termes d'économie énergétique et surtout financier ;
- Accentuer la sensibilisation des entreprises ;
- Connaître les réseaux de distribution et les fournisseurs d'énergie pour mieux guider les entreprises dans leur choix énergétiques ;
- Pouvoir apprécier l'offre et la demande du marché de l'énergie à des fins d'études prospectives.

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?

- type de SIG : système, consultation cartographique / cartes à requête / BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

Même si le concept de Visiaurif est connu et apprécié par l'ensemble des Chambres de la région, la proposition d'un SIG ouvert via l'Internet avec un environnement Mapserver a été esquissée par l'IAU et pourrait correspondre aux attentes de la CRCI et des CCI (*avec l'accord du ROSE*) en raison de l'utilisation d'un serveur unique contrôlé et centralisé à l'IAU, avec des droits d'accès maîtrisés. Ce principe ouvre ainsi la possibilité d'accès contrôlés et différenciés entre « Partenaires du ROSE » et « Grand public ».

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**Les données potentiellement mobilisables**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

**La CRCI n'étant pas directement producteur de données contrairement aux CCI, Mme EUSTACHE nous a proposé de poursuivre l'entretien avec au moins deux CCI (par exemple, la CCIP et la CCI de Versailles).**

Depuis lors, un rendez-vous a été pris par la CRCI avec Denis Dhyvert, Directeur en charge de l'analyse économique territoriale à la CCI de Versailles (mardi 8 juillet à 13h30 à Versailles) pour mieux définir le spectre des données potentiellement disponibles et pouvant intéresser directement le ROSE. Un autre rendez-vous est souhaité avec la CCIP.

-----

Une feuille descriptive des données - premier élément de catalogage - qui permette de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique a été remise en séance. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la mi-juillet au plus tard.

Il s'agit pour la CRCI, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'elle serait susceptible d'apporter pour être valorisées dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.

Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte-rendu de l'entretien du 08/07/08 avec la CCI Versailles Val d'Oise/ Yvelines



représentée par **Denis Dhyvert** (Directeur des études et de la prospective)

*Un entretien avec la CCI de Versailles (non directement signataire de la charte du ROSE) a été proposé par la CRCI d'Ile-de-France afin de mieux juger de la disponibilité des données qui peuvent intéresser le SIG ROSE. Cet entretien a été fructueux en terme de connaissance fine du territoire et des données disponibles qui pourraient venir enrichir le SIG ROSE. Plus largement, il pourrait être envisageable que les CCI, au même titre que la CRCI signataire de la charte, puissent rejoindre le partenariat du ROSE sous une forme à définir si elles s'avéraient pouvoir fournir des données incontournables pour le SIG ROSE. Un entretien complémentaire a été programmé avec la CCIP - **Mme Videlaïne-Traxel**, le 29/08/2008 - pour pouvoir mieux juger de ce dernier point ; il figure en encadré sur les éléments complémentaires à la fin de ce compte-rendu.*

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

La Chambre de commerce et d'industrie de Versailles Val d'Oise Yvelines (CCIV) est un établissement public à caractère administratif dont la circonscription couvre les départements du Val-d'Oise et des Yvelines. C'est la deuxième chambre de Commerce de France par le nombre de ses ressortissants. Elle est composée de deux délégations : une par département (Versailles, Pontoise).

La CCIV assure diverses missions au service des entreprises adhérentes et en faveur du développement économique des Yvelines et du Val-d'Oise :

- Accompagner les entreprises dans les différentes phases de leur développement :  
par des actions d'information et de conseil, par des interventions concrètes dans 7 domaines :
    - => création d'entreprise ;
    - => transmission – reprise d'entreprise ;
    - => innovation ;
    - => intelligence économique ;
    - => qualité, sécurité et environnement ;
    - => développement du commerce et des services de proximité ;
    - => développement à l'international ;
- par la gestion de certaines aides de l'état et du conseil régional.

- Former les jeunes et salariés des entreprises ;
- Représenter les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics ;
- Gérer les équipements (établissement de formation, pépinières, hôtels d'entreprises...).

Comme toutes les CCI, la CCIV est placée sous la double tutelle du Ministère de l'Industrie et du Ministère des PME, du Commerce et de l'Artisanat. Elle fait partie de la Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ile-de-France

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES

La CCIV appuie les entreprises - principalement TPE, PME et PMI – depuis la création jusqu'au développement. Elle observe la dynamique du marché – en particulier dans les villes nouvelles de Cergy et de Saint-Quentin-en-Yvelines - et est amenée à suivre la répartition des emplois par secteur d'activité économique (industrie, tertiaire, commerce,...). Elle dispose ainsi pour ses travaux des bases de données classiques relatives aux entreprises, aux emplois et à l'immobilier comme les fichiers Consulaires qui recensent les entreprises industrielles, de commerce et de service et les bases de données SIRENE, UNEDIC, SITADEL, GRECAM...

De part ses actions, la CCIV a des connaissances terrains sur les entreprises, cherche à rassembler des données qualitatives, mais s'inscrit moins dans la constitution de base de données spécifiques *a fortiori* dans le domaine de l'énergie. Son expérience d'expertise peut être une ressource pour les approches méthodologiques.

#### **Problématique du Tertiaire Bureau (service aux entreprises)**

Il y a un manque de connaissance du parc immobilier d'entreprises en activité. Si la concentration du tertiaire est satisfaisante en zone dense, il n'en va pas de même de la Grande couronne où les inquiétudes sont palpables.

Dans les villes nouvelles de Cergy ou Saint-Quentin-en-Yvelines, se pose le problème, loin d'être anecdotique, des plateaux vides qui ne sont plus attractifs, véritables friches d'activité de plusieurs dizaines de milliers de m<sup>2</sup>. Ils ont en effet de plus en plus de mal à trouver un repreneur compte tenu de la mise au norme nécessaire d'entrée pour pouvoir satisfaire aux nouvelles réglementations (thermique...) et aspirations des entrepreneurs (haut débit...). Ce bâti ancien est coûteux en charge. Sur les grands pôles, ces surfaces de planchers disponibles sont connues par enquête.

#### **Problématique des centres commerciaux**

A l'image de l'industrie, l'évolution de l'offre commerciale peut être observée pour les plus gros centres, d'envergure régionale ou départementale. La CCIV identifie le commerce de détail et le commerce de gros, suivant des typologies assez précises (supermarché, hypermarché, magasins spécialisé en culture-loisirs,...). Les déperditions énergétiques sont importantes et des approches très ciblées sont à imaginer pour bien mesurer l'importance du problème, le paramètre surface de vente n'étant pas suffisant.

#### **Connaissances des sites de production de chaleur et de consommation d'énergie**

A l'image du centre intégré de traitement des déchets de la ville de Cergy-Pontoise (Aurore), les possibilités de fourniture de chaleur aux entreprises via un réseau de distribution de chaleur sont intéressantes à répertorier.

Plus largement, les données territoriales relevant du transport, de la distribution et du stockage d'énergie sont à mettre en regard des gros consommateurs tertiaires, de plus en plus informatisés. Les fournisseurs d'énergie, tels qu'EDF, sont attentifs aux contraintes éventuelles ou aux anticipations d'investissements que de nouvelles implantations économiques constituent pour eux. Par ailleurs, les grands groupes industriels (Renault, PSA...) cherchent de plus en plus à connaître leur empreinte environnementale.

### **Connaissances des projets d'aménagement (*Plan local d'urbanisme*) :**

Pour les projets d'implantations économiques, il est très difficile d'avoir accès à une base de données qui quantifie les volumes disponibles et le temps. Cela relève d'une information stratégique. Pour la CCIV, le plan local d'urbanisme (PLU) reste l'une des données les plus objectives pour la prospective et la connaissance des zones de développement futures (quotas de surfaces inscrits dans les PLU par zone indiquant la nature de l'aménagement). L'exploitation de la BD PLU de la DREIF donnerait idée du potentiel d'espaces à urbaniser pour des activités nouvelles et pourrait ainsi renseigner l'attractivité du territoire afin d'orienter les stratégies d'investissement dans le domaine de la fourniture et distribution de l'énergie.

### **Les Bilans carbone des entreprises**

La CCIV, avec l'aide de l'ADEME, a récemment lancé une démarche visant à accompagner les entreprises dans l'évaluation de leur Bilan Carbone (environ 100 à 150 entreprises impliquées à ce jour). Le but de l'initiative est de proposer des préconisations pour économiser l'énergie. Les entreprises s'avèrent fort intéressées. Quelques indicateurs peuvent en être tirés.

### **Le réseau des éco-industries**

Une identification des acteurs des éco-industries est menée sur le territoire des Yvelines et du Val-d'Oise. Elles constituent un véritable pôle de compétitivité qui compte 650 entreprises. La CCIV a décidé d'animer un réseau entièrement dédié à ce secteur d'activité. Parmi ces éco-industries, celles dites « préventives », c'est à dire les entreprises visant à réduire à la source les nuisances faites à l'environnement notamment en réduisant l'utilisation des ressources non renouvelables, on trouve des entreprises du domaine des économies d'énergie et du développement des énergies renouvelables. Dans le cadre d'un accord passé avec l'ensemble des CCI franciliennes, la CCIV ouvre son répertoire des éco-industries à l'ensemble de la région Ile-de-France, et rendra accessible par Internet sa base de données à partir de 2009.

### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

La CCIV (comme l'ensemble des CCI) dispose de son propre développement SIG et utilise le SIG dédié SIGARIF (licence d'utilisation pour ce SIG développé et géré par l'IAU). La CCIV travaille ainsi avec des données géographiques et cartographiques relatives aux principaux secteurs de l'activité économique (transports, bureaux, commerces...) et voit un intérêt dans l'utilisation du SIG ROSE, par les compléments d'approches et de données.

Les autres CCI sont également équipés mais avec des outils différents comme TERRitem développé par la CCIP sur l'information socio-économique sur Paris - Petite couronne.

## 2<sup>eme</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

### Enjeux

- Consommation d'énergie de l'ensemble des secteurs économiques en particulier du Tertiaire ;
- Observer les consommations actuelles et anticiper les consommations futures ;
- Quantifier les déperditions énergétiques des pôles commerciaux (grandes surfaces + parking) ;
- Visualiser les phénomènes de friche immobilière ;
- Connaître les territoires pouvant bénéficier du développement d'un réseau de chaleur ;
- Connaître les réseaux de transport et de distribution d'électricité en Ile-de-France, ainsi que les stockages de gaz (exemple dans les Yvelines) ;
- Relancer le développement des puits géothermiques ;
- Investiguer sur les projets d'implantation économique, les nouveaux espaces ouverts à l'urbanisation, pour mieux apprécier la demande en énergie et anticiper sur les besoins relatifs à la distribution de l'énergie ;

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?

- type de SIG : système, consultation cartographique / cartes à requête / BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jours, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

La proposition esquissée par l'IAU d'un SIG ouvert via l'Internet avec un environnement Mapserver pourrait intéresser la CCIV.

L'outil et une participation au groupe d'observation du ROSE pourrait intéresser la CCI Versailles si le ROSE traite des enjeux précédemment cités.

**3<sup>eme</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**Les données potentiellement mobilisables**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b><i>A Compléter</i></b>	<b><i>A Compléter</i></b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b><i>A Compléter</i></b>	<b><i>A Compléter</i></b>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b><i>A Compléter</i></b>	<b><i>A Compléter</i></b>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

A discuter, le mode d'association au ROSE des CCI, spécifiquement ou par un état de fait, grâce à la représentation de la CRCI signataire de la Charte du ROSE.

## Enseignements complémentaires concernant les données des CCI

### Compte-rendu de l'entretien du 29/08/08 avec la CCIP



représentée par **Isabelle Videlaine-Traxel**  
Déléguée à l'environnement et au développement durable

#### Eléments de connaissance

##### Les Ecotrophés

La CCIP encadre cette opération qui récompense les entreprises engagées dans l'un des axes suivants : développement durable, opérations exemplaires, éco-produits, et gestion des déchets.

##### Soutien des opérations Bilan Carbone des entreprises

La CCIP soutien les entreprises dans la réalisation de bilan carbone mais ne tient pas une comptabilité analytique de ces initiatives ; il serait par ailleurs intéressant de récupérer dans la mesure du possible les données des plans climat territoriaux qui sont produits.

##### Formations - Energie

Plusieurs écoles sont mises en place et soutenues par la Chambre :

- le Centre de formation industrielle (CFI), qui forme les techniciens installateurs EnR et qui gère une plate-forme pédagogique
- l'ESIEE à Champs-sur-Marne et son projet type MASTER Energie

##### Programme Européen « CHANGE » : Euro Chambre + CCI

=> Formation dans chaque CCI de conseillers pour porter la problématique de sensibilisation aux économies d'énergie et de réduction des GES : effectuer des diagnostics énergie simplifiés pour les entreprises, développer un site Internet complémentaire...

On peut trouver sur le site [www.environnement.ccip.fr](http://www.environnement.ccip.fr) un dossier Energie (textes juridiques...).

#### Enjeux du SIG Rose

- consommations sectorielles affinées, leurs évolutions, et les coûts supportés ;
- progression du développement des énergies renouvelables ;
- connaissances et développement des filières spécialisées ;
- opérateurs et parts de marchés ;
- conseils et service énergie (diagnostics...) ;
- actions des entreprises (Bilan carbone...) ;
- opérations exemplaires.

#### Expériences SIG de la CCIP

Le Service du développement territorial de la CCIP développe un SIG nommé « TERRitem » (contact : Aménagement Développement Economie locale, Cécile CABANES 01 48 95 10 55)

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## **Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE**

### **Compte rendu de l'entretien du 11/06/2008 avec la DRIRE Île-de-France**



représentée par **Brigitte LOUBET** (chef de la division Energie) et  
**Anne-Emmanuelle GUILLON** (chargée de mission)

#### **1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire**

##### **Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)**

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

La DRIRE assure des missions de contrôle à caractère technique de la sécurité des produits et de la sûreté des installations, des missions de soutien au développement économique et technologique des entreprises et des missions de prévention des risques et de réduction des pollutions d'origine industrielle. Dans le domaine énergétique, ses missions visent à améliorer la sécurité des approvisionnements (stockage, transport), renforcer la maîtrise de la demande et diversifier l'offre.

La DRIRE est un service régional et interdépartemental.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, elle comptait 306 agents répartis sur 10 implantations.

Son organisation repose sur une structure matricielle :

- cinq divisions fonctionnelles spécialisées la plupart implantées au siège parisien ;  
Développement industriel , Énergie , Environnement , Sol et sous-sol  
Automobiles, métrologie, équipements sous pression;
- huit groupes de subdivisions (GS), un par département, chargés de la mise en œuvre opérationnelle des politiques portées et relayées par les divisions fonctionnelles dans chacun des huit départements de l'Ile-de-France.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

Par ses missions, la DRIRE Ile-de-France couvre beaucoup de thématiques qui très directement intéressent les questions de l'énergie et des émissions de GES. En son sein, la division Energie est la plus directement concernée, suivant les thématiques de la production d'énergie, de son transport, des économies d'énergie et des permis nationaux d'attribution des quotas de CO2 pour certains établissements industriels. Elle peut aussi être le relais de certains thèmes ou données suivis par d'autres divisions de la DRIRE et qui peuvent intéresser les problématiques du ROSE.

### **Le transport et la distribution de l'énergie**

#### Les réseaux de transport

La DRIRE est très concernée par la sécurité de l'approvisionnement en énergie et du fait notamment de l'instruction de l'ensemble des procédures concernant les nouveaux ouvrages de transports de l'énergie, elle dispose de couches d'informations géographiques sur les réseaux de transports de RTE et de GRTgaz.

#### Les réseaux de chaleur

Spécificité francilienne, la DRIRE suit cette thématique. Elle n'a en revanche peu de données géographiques descriptives des réseaux de chaleur (tracés...).

### **La production d'énergie**

#### La Cogénération

La DRIRE, qui délivre les **Certificats d'obligation d'achat (COA)**, dispose de données statistiques sur la production locale des équipements de cogénération et peut, dans la limite autorisée par le secret statistique (plus de 3 installations, *seuil à vérifier*), rendre disponible ces informations à des échelles infra-régionales. La cogénération est importante à suivre car beaucoup plus significative en terme de production d'énergie (environ 2 000 MW, première production locale d'énergies en Ile-de-France) comparée à la production des installations photovoltaïques par exemple (une seule opération de cogénération peut être équivalente à 1 000 opérations EnR). Malgré l'absence de nouvelle demande actuellement en raison de tarifs d'achat peu intéressants, la localisation des équipements de cogénération par département et par secteur d'activité (industrie, résidentiel, tertiaire...), et le suivi des évolutions des productions (les flux annuels de production du parc existants...) restent pertinents. Les premiers contrats arrivant à échéance (les premières installations datent de 1995, les contrats d'exploitation étant pour 12 ans), il est important pour les enjeux de la production d'énergie locale de pouvoir observer dans le temps s'il y a renouvellement ou pas de ces contrats.

#### Les puits pétroliers

La DRIRE dispose de données sur la production locale de pétrole, la localisation des puits et des permis de recherche. Compte-tenu du contexte mondial de raréfaction des énergies fossiles, un regain d'intérêt pour la production locale francilienne est perceptible ; le suivi de ces évolutions est intéressant.

#### La géothermie

Autre ressource locale importante, l'utilisation de la chaleur du sous-sol par l'exploitation de la géothermie basse température. La division Sous-sol de la DRIRE dispose de données sur l'exploitation de la nappe du Dogger (localisation des doublets géothermiques et périmètres de protection...). Il y a de plus des possibilités de récupérer des études du BRGM co-financées par la DRIRE, l'ADEME...

#### Le solaire photovoltaïque

La DRIRE dispose de données sur toutes les installations photovoltaïques (industrielles, collectives et particulières) via les certificats d'obligation d'achat au niveau départemental (COA). Après vérification de la conformité des installations et obtention du COA, le producteur (de l'industriel au particulier) peut demander le tarif d'achat à EDF. 100 à 150 demandes sont traitées annuellement.

La DRIRE trouve intéressant de suivre la localisation des installations pour lesquelles un COA a été délivré.

#### Le solaire thermique

La division énergie de la DRIRE n'a pas de données, en matière de développement des installations de chauffe-eaux solaires par exemple.

### L'Éolien

Jusqu'au 13/07/2007, des dossiers de certificats d'obligation d'achat ont pu être instruits par la DRIRE pour des projets d'éoliennes hors Zone de développement de l'éolien (ZDE). A titre d'information, les COA délivrés en 2007 représentent un total de 150 MW pour l'éolien, ce qui donne une certaine idée du potentiel existant. L'intégralité de ces éléments est contenue dans des dossiers sous forme papier.

Depuis 2005, la procédure de ZDE a été mise en place. Les projets de ZDE, zones susceptibles d'accueillir des éoliennes, sont proposés par les Maires au préfet qui transmet à la DRIRE pour instruction avant de porter un avis favorable ou non. Cette procédure permet d'apporter plus de gages de réussite sur les possibilités de développement des parcs éoliens (volonté initiale des collectivités locales, définition des puissances minimales et maximales autorisées, respects des contraintes réglementaires, COA...). Aujourd'hui, pour prétendre au certificat délivré par la DRIRE afin d'obtenir le tarif d'achat par EDF de l'électricité produite, le projet d'installation d'un parc éolien ne peut se faire que dans une ZDE. Pour l'instant en Ile-de-France, une seule éolienne existe (Guitrancourt, Yvelines, en 2003) une seule ZDE a été approuvée (Seine-et-Marne, en 2007), et trois autres projets de ZDE sont en cours d'instruction (tous en Seine-et-Marne).

En matière d'information géographique, la connaissance du potentiel de vent pour le grand éolien est loin de suffire pour éclairer la problématique de développement de l'éolien en Ile-de-France, tant le nombre de contraintes locales à considérer est grand (protections environnementales, contraintes aéronautiques et techniques pour le raccordement au réseau, acceptabilité locale...). Doublié du fait que le nombre d'installations projetées ou réalisées à suivre est marginal, l'investissement sur cette problématique doit être mesuré.

### La Biomasse

L'appel d'offres régional Biogaz pour la production d'électricité n'a pas donné suite (sur 5 à 6 projets franciliens, aucun n'a déposé de dossier).

Concernant la valorisation thermique de la biomasse, la division énergie de la DRIRE n'a pas de données.

### L'hydraulique

La DRIRE nous informe qu'une étude du potentiel d'utilisation de l'énergie hydraulique des rivières est menée dans le cadre des travaux du SDAGE.

## **La maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre**

### Les Certificats d'économie d'énergie (CEE)

La DRIRE, partie prenante du dispositif des **Certificats d'économie d'énergie (CEE)**, étant responsable de l'instruction des dossiers, dispose de toutes les données afférentes à ces opérations d'économie d'énergie. Le principe des certificats d'économie d'énergie repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les Pouvoirs publics sur une période donnée (54 TWh d'économies d'énergie cumulées pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2009) aux vendeurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid et fioul domestique) comme EDF, Gaz de France, les réseaux de chaleur tels CPCU : « les obligés ». Ce dispositif est aussi ouvert dans certaines conditions à toute personne morale (par exemple les collectivités territoriales, les hôpitaux, les grands bailleurs sociaux...) dont la vente d'énergie n'est pas l'activité principale : « les éligibles ». 139 opérations standardisées sont encadrées par ce dispositif, concernant tous les secteurs : résidentiel, tertiaire, transports, industrie, réseaux. Le bilan des CEE au 1<sup>er</sup> mars 2007, par type d'opérations, agrégé par département, est disponible.

### Les Plans de mobilité du personnel des grandes entreprises (PDE)

La division Environnement de la DRIRE instruit les projets de **Plans de déplacement du personnel des entreprises (PDE)** rendus obligatoires par le Plan de protection de l'atmosphère (PPA, Mesure réglementaire 1) pour les grands pôles générateurs de trafic (les 150 plus grands établissements émetteurs dans un premier temps). Ces données seront potentiellement exploitables.

### Les Quotas de CO<sub>2</sub>

La DRIRE dispose de données relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> industrielles, en particulier celles établies dans le cadre national des permis d'affectation des quotas de CO<sub>2</sub> aux plus gros émetteurs de certaines industries.

### Captage du CO<sub>2</sub>

La DRIRE suit l'étude du potentiel relatif au captage de CO<sub>2</sub> industriel (séquestration du CO<sub>2</sub> émis par certaines industries dans certaines couches géologiques du sous-sol du bassin parisien).

### L'expérience interne en matière de SIG du partenaire

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

La Division énergie de la DRIRE n'a pas développé de SIG mais a une expérience en tant qu'utilisateur de SIG dédié via le VISIAU-DRIRE développé par l'IAU et encadré par une convention bi-latérale.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

*« De sa participation au ROSE, la DRIRE souhaite contribuer à l'élaboration de la méthodologie de recueil et d'exploitation des données disponibles sur l'énergie afin de mesurer l'efficacité des actions menées en Ile de France pour maîtriser les consommations et développer les énergies renouvelables ». (extrait Dossier ARENE du 16 mai 2008 pour le lancement du ROSE).*

1<sup>er</sup> constat : les enjeux énergétiques en Ile de France sont considérables. Parmi les thématiques à enjeux pour le SIG ROSE :

- Suivre le plus précisément possibles les consommations par énergie ;
- Mettre en évidence les économies d'énergie réalisées au niveau des différents secteurs d'activité, par usage, par département...
- Connaître l'efficacité de chaque euro investi ; pouvoir rapprocher les montants des différentes subventions, aides... de la production ou de l'économie d'énergie associées (ratios à définir) afin de mieux définir les moyens consentis par rapport aux priorités et enjeux ;
- Localiser avec beaucoup de détails les réseaux de chaleur en Ile de France, avec le positionnement des chaufferies, afin de proposer des énergies alternatives comme le développement des chaufferies à biomasse, de la géothermie, des extensions de réseaux existant dans les secteurs à densité de population élevée... ;
- Pouvoir visualiser les potentialités de développement des EnR, sur la base des critères réglementaires (en particulier dans le cas éolien) ;

- Rechercher et localiser les meilleures opérations franciliennes pour leurs performances et leur choix énergétiques, tout particulièrement, les exemples de réhabilitation réussie, qui sont peut-être moins tape-à-l'œil qu'un bâtiment neuf économe, mais qui reproduits en masse peuvent donner des résultats d'économies d'énergie très significatifs. S'appuyer sur l'effet vitrine de Paris-capitale pour montrer ces opérations à valeur d'exemple aux personnalités et les faire connaître au plus grand nombre.
- Inciter/renforcer la formation/certification des installateurs ; mettre en évidence par exemple les opérations de formations d'installateurs aux économies d'énergie via les CEE ;
- Connaître l'impact en terme d'économie d'énergie et CO<sub>2</sub> des projets transports du STIF en Ile de France (par exemple, récupérer les données de l'étude du projet de liaison CDG Express...) ;
- Valoriser les données des Plans de déplacements entreprises (PDE)

#### Autres éléments relatifs aux enjeux

Au niveau de la distribution et de la consommation d'énergie finale, les données d'ERDF (électricité réseau distribution France) et de GRDF sont des plus pertinentes. Il conviendrait de chercher à les récupérer.

### **La Forme**

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?
- modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...
- Quel outil de travail pour le ROSE ?
    - type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
    - caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

- Un portail Internet pour le projet de SIG ROSE est plus souhaitable comme outil pour la DRIRE que le développement d'un système qui oblige à copier les programmes et à dupliquer les données sur les postes PC de chaque partenaires pour fonctionner ; la proposition d'un SIG ouvert via l'Internet avec un environnement Mapserver a été esquissée par l'IAU et pourrait correspondre aux attentes de la DRIRE en raison de l'utilisation d'un serveur unique contrôlé et centralisé à l'IAU, avec des droits d'accès maîtrisés. Ce principe ouvre ainsi la possibilité d'accès contrôlés et différenciés entre « Partenaires du ROSE » et « Grand public ».

- Le SIG se doit d'être un outil d'encouragement, pour inciter l'ensemble des acteurs, les différentes collectivités territoriales, aux économies d'énergie et au développement des EnR. Attention, donc, aux comparaisons territoriales trop culpabilisantes.

- L'outil doit être fiable et rapide en affichage, pour répondre aux besoins pratiques des utilisateurs.

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**Les données potentiellement mobilisables**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Une feuille descriptive des données - premier élément de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été remise en séance. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la mi-juillet au plus tard.

**Il s'agit pour la DRIRE, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'elle serait susceptible d'apporter afin d'être valorisées dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.**

**Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.**

*L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France) s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.*

**Elaboration d'une maquette de SIG  
dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE  
Trame de l'entretien soumis aux partenaires  
Compte-rendu rempli par EDF**



**1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire**

**Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)**

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés

Au sein de la Délégation Régionale EDF en Ile de France deux correspondants identifiés au sein de ROSE :

**Bruno LANIER** : Délégué Régional

**Daniel WARNIER** : Chargé de Mission Veille, Environnement, Partenariats et Gestion des Risques

Présent sur l'ensemble des métiers de l'électricité, le Groupe EDF exerce ses activités dans un marché ouvert à la concurrence. Depuis le 1er juillet 2007, le marché de l'électricité est totalement ouvert pour tous les clients.

A ce titre, certaines de ses activités relèvent du secteur dérégulé- la production, la commercialisation et le négoce d'énergies -, d'autres du secteur régulé- le transport et la distribution.

En France, ces dernières sont respectivement assurées par deux gestionnaires de réseaux : RTE EDF Transport et Electricité Réseau Distribution France (ERDF).

Les informations sont données dans le cadre de la loi, sous le contrôle de la CRE.

- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme.
- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

Par définition, toutes les thématiques ci-dessus relèvent des préoccupations du Groupe EDF.

## L'expérience interne en matière de SIG du partenaire

- Utilisation d'outil SIG

Il existe un Observatoire Statistique du Groupe EDF (OSGE) qui dépend de la Direction Optimisation Amont/Aval et Trading.  
Cet observatoire est en mesure de donner des informations concernant les achats d'énergie et les livraisons par secteur d'activités.

*L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*

- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

## 2<sup>eme</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir dans le SIG ROSE.

Emission de CO2 et consommations unitaires par secteur

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi.

### La forme

- les **disponibilités** et **réticences** quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

Le marché de l'énergie est totalement ouvert depuis le 1er janvier 2008.  
D'autres fournisseurs sont aujourd'hui entrés sur le marché et de fait EDF n'est plus le seul fournisseur d'énergie.  
Pour des informations complémentaires, ROSE devra s'adresser aux filiales d'EDF, ERDF et RTE, seules habilitées à délivrer ces chiffres globaux pour l'ensemble du marché.  
Pour les données d'achat d'énergie et de livraisons, deux règles statistiques doivent être respectées : 3 informations élémentaires au moins additionnées et aucune information élémentaire représentant plus de 80% du total.

De plus, EDF ne peut délivrer aucune donnée commerciale dès lors qu'un client peut être aisément identifié.

- Quel **outil** de travail pour le ROSE ?
- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**Les données potentiellement mobilisables**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<p><b>Côté Offre</b> : puissance installée, Production et Achats d'énergie par EDF (cogénération, éolien hydraulique, incinération, autres ENR yc le photovoltaïque)</p> <p><b>Côté demande</b> : Données livraison EDF avec répartition départementale. Consommation HT/MT et consommation BT (livraison par secteur : énergie, autres industries, transports, ferroviaires, tertiaire, agriculture...)</p>	<p>A minima fréquence annuelle mais qui peut parfois être assouplie, selon les demandes et la disponibilité.</p> <p>Diffusion sous certaines réserves en fonction des règles décrites ci-dessus</p> <p>Pour toute publication externe, l'agrégation se fait à la maille départementale.</p>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE		
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE		

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

En fin d'entretien, un tableau récapitulatif sera remis au partenaire pour y être complété. Il permettra à l'IAU de connaître au mieux les caractéristiques des données mises à disposition du SIG ROSE.



**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte rendu des entretiens de juin 2008 avec l'IAU Île-de-France



Lucile Mettetal (habitat) - le 06/06/2008

Renaud Diziain (économie) - le 08/07/2008

Alain Meyere (transports) - le 10/07/2008

Erwan Cordeau (environnement) - le 15/07/2008

Nicolas Laruelle (planification, environnement) – le 03/09/2008

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

L'IAU île-de-France est le bureau d'études du Conseil régional d'Île-de-France.

Fondation reconnue d'utilité publique créée par le décret du 2 août 1960 et présidée de droit par le président du Conseil régional, l'IAU île-de-France avait au 31 décembre 2007 un effectif de 211 personnes en CDI, dont 16 pour l'Observatoire régional de santé et 3 pour l'Institut régional de développement du sport constituant deux départements de l'institut. Le conseil d'administration comprend 25 membres dont le préfet de Région, le président et deux membres du CESR, 13 conseillers régionaux et 8 représentants de l'État ainsi que de diverses institutions économiques et financières.

L'IAU île-de-France a pour vocation de réaliser les études et travaux nécessaires à la prise de décision des élus régionaux, dans les domaines :

- de l'aménagement du territoire et de l'aménagement urbain et rural ;
- de l'environnement, de l'écologie et du paysage ;
- des déplacements et des infrastructures ;
- de l'économie et des finances ;
- de la population, de l'habitat et des modes de vie ;
- de l'action foncière ;
- de la programmation des équipements ;
- de la sécurité ;
- de la santé ;
- des nouvelles technologies et des systèmes d'information ;
- des actions internationales.

Le programme d'études répond aussi aux demandes d'études régionales formulées par ses autres administrateurs, au premier rang desquels l'État. L'IAU île-de-France apporte également son soutien aux politiques d'aménagement et de développement des communes, des intercommunalités et des départements. Il réalise pour les organismes qui lui en font la demande des études portant sur les thèmes précités, tant en Île-de-France qu'à l'étranger.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

#### **Données Habitat / Energie (entretien avec Lucile Mettetal)**

- RGP 1999 - Exploitation principale (INSEE)

Fichier établi environ tous les 9 ans pour chaque recensement général de la population (prochaine mise à jour en 2008, donc disponible qu'à partir de 2009/2010) : éléments par commune sur le statut d'occupation du logement, les combustibles et le mode de chauffage, la date de construction par tranche (avant 1949, 49-74, 74-89, après 1990)...

- FILOCOM 2005 (DGI, géré par la DREIF)

Fichier établi environ tous les 2 ans sur la base d'exploitations croisées des données taxe d'habitation, foncier, revenus... ; caractéristiques des ménages à la commune : revenus, effort fiscal, âge des propriétaires, taille des ménages, surfaces moyennes des logements...

- ENL 2006 (INSEE)

Fichier de l'Enquête nationale logement établie environ tous les 4 ans sur la base d'une enquête auprès des ménages français ; l'échantillon francilien est sur-représenté mais ne permet pas une exploitation à la commune (distinction possible entre Paris, petite et grande couronne). Les variables de l'enquête qui intéressent le plus le domaine de l'énergie : isolation thermique des toits, mode de chauffage, dépenses énergie, travaux (isolation thermique, double vitrage...), qualité du logement vis-à-vis du froid ou de l'humidité (excès de chauffe...), ménages ayant souffert du froid et motifs (coupes volontaire du chauffage...)

- Couches d'information géographique infra communales « îlots IRIS », « îlots INSEE », « îlots MOS » et leurs données associées sur le nombre d'habitants et de logements.

- Etude statistique IAU/DDHEGL : appel d'offres du PUCA, de mi 2008 à mi 2009 (Lucile METTETAL) « Réduction des émissions de gaz à effet de serre et efficacité énergétique dans les bâtiments : les dimensions économiques et financières ». L'étude cherche à apporter des éléments sur les économies d'énergie dans l'habitat en évaluant le gisement théorique et la capacité d'action des ménages. Plusieurs sources de données sont exploitées dont les pré-diagnostic énergétiques (Délégation Ile-de-France de l'ADEME), les études thermiques des OPAH (ANAH via Tribu Energie) et l'ENL 2006.

#### **Données Tertiaire / Energie (entretien avec Renaud Diziain)**

- SITADEL (DREIF)

Base de données élaborée à partir des informations des permis de construire. Elle renseigne sur la construction, reconstruction, petite extension des Logements et des Locaux d'activités depuis 1975. Elle précise les surfaces SHON en m<sup>2</sup>, l'adresse, la nature de la construction, la destination (logement, industrie, entrepôt, bureau, commerce, infrastructure de transport, stockage agricole, enseignement, santé, autre équipement collectif...), les dates d'autorisation et de mise en chantier. C'est une base payante, mais peut être diffusable si valorisation/exploitation sous forme agrégée à la commune. Quelques limites à cette base de données : quelques problèmes parfois sur l'affectation (entre bureau et commerces, par exemple) ; non comptés les travaux de réhabilitation lourde.

- Parc de bureau (ORIE)

Base de données élaborée à partir de la Taxe bureau. Elle renseigne sur le parc de bureaux existant après 1985. Elle précise les surfaces utiles en m<sup>2</sup> (85 à 90% de la SHON). Ce sont des données publiques, à partir desquelles on peut reconstituer une idée de la dynamique d'évolution du parc.

- Propriété foncière bâti (DGI)

Base de données élaborée à partir des informations des impôts sur la taxe foncière bâti. Elle renseigne sur les Logements et Locaux d'activités existants (hormis les grands établissements publics de l'Etat et des collectivités territoriales). Elle précise les surfaces réelles bâti en m<sup>2</sup> et

rapporte les données jusqu'à la parcelle cadastrale. Avant 1970, la donnée de surface étant communiquée sur un mode déclaratif peut prêter à sous estimation ; après cette date, des contrôles ont été mis en œuvre (rapprochement avec les données de permis de construire...). Cette base, très complète, n'est plus utilisée par l'IAU car elle présentait des catégories d'activité peu exploitables (nomenclature spécifique très éloignée des nomenclatures couramment utilisées aujourd'hui).

- Inventaire des immeubles de bureau de plus de 5 000 m<sup>2</sup> (d'après GRECAM et IAU)

Base de données élaborée en interne à partir des informations d'observations de l'immobilier des entreprises. Elle renseigne sur la construction, reconstruction, extension et réhabilitation lourde des bureaux de plus de 5 000 m<sup>2</sup> depuis 1985. Elle précise les surfaces totales (utiles) en m<sup>2</sup> telles que précisées par les vendeurs, les dates et le type de réalisation. Une localisation de ces grands bureaux est faite au centroïde de l'immeuble par l'IAU.

- Inventaires des entrepôts logistiques de plus de 10 000 m<sup>2</sup>

Base de données qui renseigne sur les constructions nouvelles annuelles des entrepôts logistiques avec une localisation géographique.

- Commerces de 300 m<sup>2</sup> et plus, centres commerciaux de 5000 m<sup>2</sup> et plus

Base de données géographiques de 2007.

- Bases de données sur l'emploi

Fichier ERE (INSEE) : l'Enquête Régionale sur l'Emploi vise à fournir une synthèse de l'évolution de l'emploi salarié public et privé localisé à la commune en Ile-de-France, fin 2000. Les données proviennent principalement de l'Unedic, ainsi que d'autres sources (répertoire SIRENE des entreprises... ). Le dispositif CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) actualise désormais cette base de données mais les droits d'utilisation sont très restrictifs.

Fichier SIRENE 2004 (INSEE) des entreprises et les établissements : répertoire précisant la nomenclature d'activité, commune, effectifs par tranches, chiffres d'affaires (plus de 20 salariés).

### **Données Développement urbain / Energie (entretien avec Nicolas Laruelle)**

- SDRIF 2008 – Extension et renouvellement urbain – horizon 2030 (d'après IAU, DREIF, CRIF)

Base de données géographique sur les droits d'ouverture à l'urbanisation élaborée par l'IAU dans le cadre des travaux de révision du SDRIF à partir de la base CartoPLU de la DREIF, de la base ZAE et des bases de données Carte générale sur la destination des sols et des règles d'application du SDRIF. Cette couche d'information géographique renseigne sur les possibilités (avec niveaux de probabilité) d'extensions futures de l'urbanisation. Elle définit ces zonages d'extension matérialisant le champs des possibles et prenant en compte les localisations - pastilles de 25 ha - d'urbanisations préférentielle et conditionnelle, le maintien des espaces naturels déjà destinés à urbanisation, les pôles de centralité, les quartiers de gare et les bourgs et villages).

- Base de données géographiques des Zones d'activité économique (ZAE), renseignant sur les projets de nouvelles ZAE et l'état de commercialisation des ZAE existantes, actualisé notamment pour SIGARIF.

- Base de données des Quartiers durables (IAU DUAT)

Recueil des initiatives franciliennes de développement de nouveaux quartiers durables.

- Bases de données à explorer selon l'avancement des travaux : données ZAC, PLH, Projets.

### **Données Transport / Energie**

#### La modélisation des trafics

Le STIF et l'IAURIF ont décidé de faire converger leurs méthodes d'études et d'utiliser un outil de modélisation commun. Les outils de modélisation de l'IAURIF sont plutôt orientés vers les transports routiers en véhicules particuliers ; ils s'appuient sur le logiciel DAVISUM. Baptisé « Antonin », le modèle de prévision de trafic du STIF est un modèle multimodal de simulation des déplacements de personnes en Ile-de-France.

#### Parmi les données géographiques relatives aux transports :

- Réseau de voirie du modèle de prévisions de trafics de l'IAU île-de-France ;

- Lignes de transport en commun en site propre de la petite couronne ;

- Voies cyclables.

## **Données Environnement / Energie**

### Contextes géographique et climatique

- Relief et exposition par bassin versant
- Données climatiques et météorologiques (à rassembler)

### Gisements de ressources énergétiques locales et EnR

- Biomasse : MOS et EcoMos, Inventaire forestier, Atlas rural et agricole ;
- Eolien : Atlas éolien de l'Île-de-France (ARENE, ADEME) ;
- Géothermie : zones et niveau d'exploitabilité de la nappe du Dogger pour la géothermie profonde (couverture territoriale partielle) (BRGM) ;
- Biogaz : Stations d'épuration d'Île-de-France, Centres d'enfouissements techniques des déchets ;
- Localisation et capacités de traitement des UIOM avec valorisation énergétique des déchets.

### Contraintes patrimoniales, environnementales et techniques

- Sites et monuments historiques, inscrits et classés ;
- Ensemble des protections concernant les milieux naturels ;
- Servitudes/contraintes relatives aux risques, pollutions et nuisances (non exhaustif).

### Production/approvisionnement d'énergie

- Données de la DRIRE, sous convention : sites d'exploitation et permis de recherche de pétrole ; site d'exploitation par doublet géothermique de la nappe du Dogger ; transport d'électricité (RTE) ; transport et stockage de gaz et de pétrole...

### Consommation d'énergie

- Population GRP 1999 à l'Îlot MOS (INSEE, IAU).

## **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG  
*L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Depuis près de 20 ans, l'IAU a constitué sur l'Île-de-France un SIG couvrant l'ensemble des domaines relevant de sa compétence (économie, démographie, aménagement, urbanisme, environnement, équipements, transports, etc.). Ce SIG, mis au service de l'aménagement et du développement régional, est connu sous le nom de Système d'information géographique régional (SIGR).

Les données du SIGR sont organisées selon une centaine de thématiques, regroupées en 20 thèmes environ. On y trouve plus de 1200 couches thématiques portant sur les domaines suivants :

- mode d'occupation du sol (le MOS, référentiel géographique du SIGR) ;
- limites administratives, découpages divers ;
- données démographiques et socio-économiques ;
- réseaux de transport ;
- données environnementales, eau et assainissement, équipements ;
- relief, images satellitaires, orthophotographie numérique.

Depuis une dizaine d'années, l'IAU a développé progressivement des SIG sur des thématiques plus spécialisées dédiés à des clubs utilisateurs. Un logiciel de consultation a été spécialement développé en interne - « Visiau » - qui permet aux utilisateurs d'avoir accès à ces données géographiques (cartes à requête et cartographies pré-établies) de façon plus conviviale.

## 2<sup>eme</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

### ATTENTE DE L'IAU île-de-France PAR RAPPORT AU SIG ROSE

Convaincu de la place croissante des problématiques énergie et changement climatique dans toutes les composantes de l'aménagement régional, l'IAU île-de-France souhaite participer activement au réseau d'observation de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France. Il le fera notamment en développant pour et avec les partenaires du ROSE un système d'information géographique dédié aux données et enjeux en matière d'énergie et de gaz à effet de serre.

La recherche de consolidation des données statistiques du tableau de bord et géographiques dans ce projet de SIG dédié sera au cœur de la motivation de l'Institut, pour mieux aider les décideurs et guider les actions régionales. La création de ce réseau de partenaires - aux compétences complémentaires - est la meilleure des réponses pour atteindre les objectifs affichés d'une observation la plus fiable, complète et utile possible en matière d'énergie.

### ENJEUX HABITAT/ENERGIE (Lucile Mettetal)

Les domaines et les enjeux sont nombreux :

- la consommation communale d'énergie par secteur d'activité ;
- l'éloignement domicile-travail (à creuser, l'exploitation de l'Enquête globale transport, EGT) ;
- les aspects sociaux (à creuser, le coût du fond social de solidarité logement (FSL), le nombre de demandes d'impayés (BD départementales, centralisation ? au Ministère du Logement, M. Gallicher) ;
- la question des labels et des travaux de MDE (à creuser, les données du crédit d'impôt, les Certificats d'économie d'énergie, les pré-diagnostics énergétiques, les DPE...) ;
- les actions d'urbanisme (à creuser, inventorier les OPAH énergie ou les communes ayant délivré par délibération des bonus de COS : pour l'heure en Ile-de-France, 3 à 4 communes, jusqu'à 20 % maxi de COS en plus) ;

Rassembler les données existantes dans les domaines suivants :

- Pré-diagnostics énergétiques (Délégation Ile-de-France de l'ADEME)

Fascicules papiers établis pour chaque pré-diagnostic énergétique financé par l'ADEME en Ile-de-France depuis 1990 pour les logements collectifs sociaux ou privés (copropriétés) ainsi que pour les immeubles tertiaire. Pour les logements, environ 200 à 250 diagnostics ont été archivés par an.

- Etudes thermiques des OPAH (ANAH via Tribu Energie)

Une base de données a été constituée par Tribu reprenant les éléments des études thermiques faites pour des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat : 600 exemples en France dont 100 en Ile-de-France.

- Diagnostic de Performance énergétique (DPE)

Certificats établis lors de chaque transaction immobilière ou locative. Si les notaires ont copie des DPE réalisés pour chaque acte de ventes depuis 2007, la centralisation et l'exploitation de ces données ne sont pas définies à ce jour.

- Certificats d'économie d'énergie (DRIRE)

Dispositif de MDE, instruit par la DRIRE qui compte renseigner une base de données.

### **ENJEUX TRANSPORTS/ENERGIE (Alain Meyere)**

Une complémentarité est à mettre en œuvre par rapport aux travaux de l'Observatoire de la mobilité piloté par le STIF.

Rassembler et/ou compléter les données existantes dans les domaines suivants :

- Connaissance des kilomètres parcourus par type de véhicule ; avoir plus d'observations sur l'évolution des kilomètres parcourus, sur la longueur des déplacements car ces données sont mal connues ;

- Connaissance de la composition du parc roulant, au minimum par département : type de véhicule, motorisation (notamment Classes Euro, 4x4), âge... ;

- Connaissance du rapport entre les ventes de carburants et les consommations territoriales ; une enquête semble nécessaire par rapporter les résultats au mieux par zone de résidence (pour isoler la consommation du Francilien en Ile-de-France, hors Ile-de-France et celle des visiteurs, par exemple) ;

- Suivi de l'évolution de l'offre et du parc de véhicules « alternatifs » à la voiture traditionnelle (véhicules hybrides, gaz, électriques, agro-carburants...) ;

- Répertoire les bornes et stations d'approvisionnement en énergie « alternative » ainsi que les parcs souterrains interdits à certain type de véhicule pour des raisons de sécurité ;

- Connaissance de l'énergie consommées par les installations fixes des entreprises de transports en commun par rapport à l'énergie de traction consommée par les matériels roulants ;

- Evaluation des projets de transfert modal en Tonnes.kilomètre parcourues et en Tonnes de CO<sub>2</sub> évitées, par mode ;

- Evaluation des évolutions des flottes d'avions atterrissant et décollant des plate-formes franciliennes, par type et performance de motorisation.

### **ENJEUX ENVIRONNEMENT/ENERGIE (Erwan Cordeau)**

#### Energie et GES

- Pouvoir évaluer et suivre les émissions de gaz à effet de serre – territoriales et globales (approche bilan carbone) – le plus finement possible y compris au niveau spatiale ;

- Pouvoir qualifier l'impact carbone de tous les grands projets d'aménagement et d'urbanisme.

#### Maîtrise des consommation d'énergie

- Pouvoir évaluer le plus finement possible les consommations communales, par secteurs d'activité, par combustible et par usage ;

- Pouvoir repérer, évaluer et suivre les opérations de maîtrise de la demande en énergie (sobriété et efficacité énergétiques) ;

- Pouvoir évaluer les ressources professionnelles locales, du diagnostic/conseil à l'artisan qualifié.

#### Energies renouvelables

- Pouvoir qualifier chaque territoire selon son niveau de dépendance aux énergies fossiles / son niveau d'exploitabilité possible en ressources énergétiques locales et/ou renouvelables, de l'échelle du quartier à l'échelle de la région, selon la ressource considérée ;

- Pouvoir évaluer les ressources professionnelles régionales et locales, du développement de filière à l'installateur qualifié.

### **ENJEUX AMENAGEMENT/ENERGIE (Gwenaelle Zunino, Hervé Lerolle)**

## La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?
- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

### **SIG : première orientation pour la construction de la maquette SIG**

Développement de la maquette à partir du logiciel de cartographie MapServer afin de proposer l'utilisation d'un serveur de cartes dynamiques utilisant la technologie Web. Le serveur de données sera hébergé à l'IAU île-de-France. Des liens à prévoir seront étudiés entre les cartes produites et jugées diffusables au grand public et la plate-forme virtuelle hébergée sur le site de l'ARENE

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**La disponibilité et le registre des données**

	Registre des données	Intitulé de la donnée	Niveau de confidentialité ICS* → Grand Public
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible		
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE		
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE		
	<b>Copropriétaires</b>		

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif de la donnée pour le SIG ROSE**

Type/intitulé de la donnée :		
Nature de la donnée géographique	Disponibilité et régularité de mise à jour	Droits d'usage de la donnée
<b>format des données</b> (shape, tab,...)  <b>précision géographique :</b> statistique départementale, communale..., à l'adresse...,  <b>formé de l'entité</b> <b>numérique :</b> bd avec coordonnées géographiques, numérique : point, arc, polygone...	disponible en l'état / à consolider  fréquence de la mise à jour	libre de droit / donnée sensible / secret statistique et contraintes légales...  convention ROSE / convention particulière

En fin d'entretien, un tableau récapitulatif sera remis au partenaire pour y être complété. Il permettra à l'IAU de connaître au mieux les caractéristiques des données mises à disposition du SIG ROSE.

**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

**Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES  
dans le cadre du ROSE**  
**Compte rendu de l'entretien du 09/07/08 avec le Conseil régional d'Ile-de-France**



représenté par **Paul CASSIN** (chef du service air, énergie, bruit)

**1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire**

**Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)**

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

**Les cinq priorités du conseil régional d'Ile de France**

Transports

Le conseil régional multiplie ses efforts pour renforcer la qualité et l'offre de transport pour tous les voyageurs franciliens. Il consacre un quart de son budget 2008 aux transports.

Développement économique

La Région aide les entreprises à faire face aux évolutions du marché, et à maintenir des emplois. Un soutien particulier est apporté aux structures de l'économie sociale et solidaire.

Logement

Face à l'offre de logements encore trop insatisfaisante en Île-de-France, le Conseil régional encourage la construction de logements sociaux et l'aménagement urbain.

Éducation et formation

Diversité de ses actions en faveur de la formation initiale : développement de l'apprentissage, construction des lycées, prise en charge des formations sanitaires et sociales...

Environnement

Qualité de l'air, valorisation des espaces ruraux, développement d'énergies alternatives, traitement des déchets... La Région met en œuvre des chantiers dans plusieurs directions.

**Les grands domaines d'intervention du conseil régional**

La Région agit dans le cadre de compétences conférées par les lois de décentralisation mais aussi dans de nombreux autres champs d'intervention de notre vie quotidienne, avec l'objectif constant d'améliorer la vie des Franciliens :

- la construction, la rénovation, l'entretien et l'équipement des lycées ;
- l'apprentissage et la formation professionnelle des adultes ;
- les transports collectifs et les routes ;

- l'aménagement du territoire et la planification (travaux de grands équipements et développement de l'espace rural) ;
- le développement économique ;
- le logement et les solidarités ;
- l'enseignement supérieur et la recherche ;
- l'environnement et la mise en valeur du patrimoine historique et paysager ;
- la culture ;
- le sport, les loisirs et le tourisme.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

La région mène depuis 2000 une politique spécifique de soutien au développement des EnR et à la maîtrise de l'énergie, encadrée notamment par deux délibérations, en 2001 (« Action régionale pour la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies locales et renouvelables pour la réduction de l'effet de serre ») puis en 2006 (« Plan régional pour la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies locales et renouvelables et la réduction de l'effet de serre dans l'habitat et le tertiaire »). Elle soutient par ailleurs le développement du réseau de surveillance de la qualité de l'air d'Airparif et ses missions d'inventaire des polluants et des 3 principaux gaz à effet de serre.

La Région suit et appuie financièrement un certain nombre d'études dans le domaine des EnR et de la maîtrise de l'énergie (sur la géothermie avec le BRGM, sur les réseaux de chaleur avec l'APUR, ...), et dans ce cadre, peut jouer le rôle de « facilitateur » pour l'accès aux données.

#### **Développement des EnR**

Dans le cadre de sa politique Energie, la région subventionne les projets d'EnR notamment :

- dans le domaine de l'habitat et le tertiaire, auprès des particuliers et auprès des bailleurs et des collectivités territoriales ; une base de données géographiques a été constituée et pourrait être valorisable via le SIG ROSE ;
- et dans le domaine des filières énergies renouvelables de la géothermie et du bois-énergie ; elle réfléchit avec le BRGM à l'élaboration possible d'un Schéma directeur de la géothermie (l'exploitabilité du gisement et les raccordements possibles aux réseaux de chaleur existants comme celui de la CPCU).

#### **Maîtrise de l'énergie**

La Région Ile-de-France et l'ADEME ont initié et accompagnent la démarche des diagnostics énergétiques dans tous les secteurs d'activité. Tous les rapports d'audit effectués à cette occasion sont disponibles mais sous format papier ; si le recensement des opérations (la liste des ayants droits) est accessible, le contenu technique de ces dossiers est plus difficile à exploiter.

#### **Diagnostiques thermiques du parc de chaudières des collectivités**

Voté prochainement en octobre, le conseil régional compte financer au Sigeif un audit sur les caractéristiques thermiques des équipements communaux (écoles, mairies,...) des 177 communes adhérentes au Sigeif. La connaissance du parc des chaudières sera disponible via ces diagnostics, ainsi que le volet des GES et des NOx. Cette étude doit permettre de guider les communes vers les économies d'énergie et la maîtrise des polluants atmosphériques.

#### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

L'administration régionale a depuis quelques temps un responsable SIG qui commence à produire des cartographies pour le suivi de l'action régionale. Dans le domaine de l'énergie, les demandes de financement pour des opérations subventionnées EnR sont répertoriées et valorisées dans ce SIG.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)*...

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

#### **Les données incontournables**

- L'amélioration des connaissances en matière de **consommations énergétiques** par secteur d'activité, combustible et usage, pour améliorer la **connaissance des émissions de GES** ;
- La connaissance du **parc des chaudières** le plus finement possible ;
- Le suivi des politiques énergétiques concernant la **réhabilitation et la construction durable** ;
- Le **développement des énergies renouvelables**.

#### **Les enjeux prioritaires pour le ROSE et pour le SIG ROSE**

- La nécessité s'est faite sentir d'établir un **état des lieux le plus fiable possible** sur les questions relatives à l'énergie. Le rôle d'un observatoire est d'assurer cette mission première, en collectant et consolidant les données, et en mettant en évidence les domaines où l'observation est le plus fragile. Le ROSE doit permettre en finalité d'apporter des éléments de réflexion sur les nouvelles orientations d'actions en matière de maîtrise de l'énergie.

- Le **secteur du bâtiment et tout particulièrement de la réhabilitation** est un enjeu prioritaire. Aider les collectivités à mieux connaître et gérer leurs consommations d'énergie dans ce domaine s'avère plus que nécessaire. L'évolution des normes (basse consommation, énergie positive...) et des exigences (loi Grenelle de l'Environnement) oblige à suivre finement l'impact de ces politiques notamment dans leurs bilans CO<sub>2</sub>.

- Plus largement, suivre le **développement des politiques énergétiques** est une autre mission d'importance, en particulier, celles qui peuvent présenter un effet de levier comme le développement des **réseaux de chaleur** et de la **géothermie**. Répertoire d'une part, les aides publiques, comme par exemple les subventions de la Région Ile-de-France et de l'ADEME, pour tenter de suivre la pénétration des EnR, et répertoire d'autre part, les collectivités ou maîtres d'ouvrage qui se sont engagés (diagnostics énergétiques, EnR...), afin de visualiser par exemple les ambitions territoriales vis-à-vis des politiques énergétiques, sont des domaines à étudier.

- Le domaine de l'offre professionnelle est moins une priorité stratégique du ROSE ; le travail est suivi par ailleurs, par exemple, par la Région (formation) ou par les CAUE.

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?
- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

La proposition d'un SIG ouvert via l'Internet avec un environnement Mapserver a été esquissée et pourrait correspondre aux attentes du Conseil régional d'Ile de France en raison de l'utilisation d'un serveur unique contrôlé et centralisé à l'IAU, avec des droits d'accès maîtrisés et ouvrant la possibilité d'un accès « Partenaires » et d'un autre « Grand public ».

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**La disponibilité et le registre des données**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<i>A compléter</i>	<i>A compléter</i>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Une feuille descriptive de données - premiers éléments de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été jointe à l'envoi du présent compte-rendu. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la fin-août au plus tard.

**Il s'agit pour le Conseil Régional d'Ile-de-France, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'il serait susceptible d'apporter pour être valoriser dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.**

**Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.**



**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

**Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES  
dans le cadre du ROSE  
Compte rendu de l'entretien téléphonique du 29/05/08 avec le SIGEIF**



représenté par **Philippe TESSIER** (service énergie)  
et **Jean-Michel PHILIP** (service gaz)

**1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire**

**Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)**

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

**Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (Sigeif)**

(extrait Dossier ARENE du 16 mai 2008 pour le lancement du ROSE).

« Le Sigeif, syndicat d'énergie, exerce pour 177 communes en Ile-de-France le contrôle des missions de service public déléguées aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité. Garant de la qualité de l'énergie distribuée pour environ 5 millions d'habitants, il accompagne également ses communes dans le développement de leur politique énergétique locale incluant les aspects d'achat d'énergie, de maîtrise de la demande et des énergies renouvelables. En tant qu'acteur de l'énergie et aux travers de ses actions, le Sigeif fait partie des membres fondateurs du ROSE. Le Sigeif en quelques chiffres :

- 1904, date de création du syndicat ;
- 177 communes adhérentes pour le gaz ;
- dont 55 communes adhérentes sur la compétence électricité ;
- près de 5 millions d'habitants sur la concession le gaz ;
- 1,2 million d'habitants pour l'électricité ;
- 9 122 km de réseau gaz ;
- 7 562 km de réseau électrique.

Le fonctionnement du Sigeif : un Comité d'administration, organe délibératif, composé des 177 délégués et leurs suppléants élus tous les 6 ans par les conseils municipaux, et son Bureau composé du président et de 16 vice-présidents chargé de la mise en œuvre des décisions du CA.

Le SIGEIF fait partie des Syndicats d'Energie qui se sont dotés d'une volonté et des moyens afin d'accompagner les communes dans la mise en oeuvre d'une politique énergétique locale.

Dans le cadre de l'intercommunalité, où la commune - "brique élémentaire" du territoire - reste seule maître d'agir sur son patrimoine et son territoire, le SIGEIF apporte sa contribution en développant pour ses 177 communes une gamme d'actions s'articulant autour de trois axes : conseiller, sensibiliser et promouvoir notamment par les subventions les technologies émergentes.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

Le Sigeif, en tant qu'autorité concédante, n'est pas producteur de données mais dispose d'informations relatives à l'énergie sur les 177 communes qu'il accompagne (consommations sectorielles d'une commune sur son patrimoine à l'occasion d'un bilan énergie).

En tant que coordonateur d'un groupement de commandes d'achat de gaz, le Sigeif possède des consommations de gaz du patrimoine des adhérents de ce groupement.

Ces informations, non exhaustives et souvent parcellaires ne présentent, aux yeux du Sigeif, pas vraiment d'intérêt pour un SIG.

Les données précises et pertinentes sont celles des concessionnaires ERDF et GRDF. Le Sigeif procède, dans le cadre du contrôle de la concession, à l'examen des données descriptives des réseaux de distribution de gaz et d'électricité de GRDF et d'ERDF (par exemple, type et âge des réseaux, pression...) qui possèdent des SIG.

#### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG
- L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Le Sigeif ne dispose pas de SIG.

Très peu d'utilisation de la cartographie.

## 2<sup>eme</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économies d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

Rassembler les données géographiques de façon prioritaire en matière de :

- consommation sectorielle d'énergie ;
- production et distribution d'énergie ;
- développement des EnR ;
- efficacité énergétique et économies d'énergie.

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Pas d'avis particulier.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

La consommation territoriale d'énergie.

La production d'indicateurs territoriaux, sur les interactions urbanisme/transport/énergie en particulier.

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?

- type de SIG : système, consultation cartographique/cartes à requête/BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

Pas d'avis particulier.

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**La disponibilité et le registre des données**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b><i>A compléter</i></b>	<b><i>A compléter</i></b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b><i>A compléter</i></b>	<b><i>A compléter</i></b>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b><i>A compléter</i></b>	<b><i>A compléter</i></b>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Une feuille descriptive de données - premiers éléments de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été jointe à l'envoi du présent compte-rendu. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU pour la mi-juillet au plus tard.

Il s'agit pour la SIGEIF, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'il serait susceptible d'apporter pour être valoriser dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.

Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.

**Les seules données, susceptibles d'intéresser le ROSE, sont celles issues des bilans énergie patrimoniaux (bâtiments communaux, éclairage public...). Ces données ne concernent que le patrimoine et sont modestes en volume (15 bilans en 7 ans).**

**A des fins statistiques, le Sigeif pourrait éventuellement mettre à disposition ces données. En revanche, le caractère géographique de ces données n'existe pas vraiment et ne présente pas d'intérêt pour le SIG.**



**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte rendu de l'entretien du 08/09/2008 avec le SIPPAREC



Représenté par **Arnaud Brunel** (responsable du pôle électricité)

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

Créée en 1924, le Sipperec regroupe **80 villes adhérentes** des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, ainsi qu'une petite partie de Paris (les bois de Boulogne et de Vincennes) pour le compte desquelles il exerce la compétence fondatrice électricité. A celle-ci se sont ajoutées cinq autres compétences optionnelles : les réseaux urbains de communications électroniques et services de communication audiovisuelle, l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore, le développement des énergies renouvelables, le système d'information géographique. Le syndicat fédère et représente les villes et agit en leur nom, dans un cadre intercommunal qui permet une plus grande efficacité et un développement solidaire du territoire.

Le Sipperec, propriétaire du réseau de distribution d'électricité pour le compte des communes adhérentes, organise le service public de la distribution et de la fourniture d'électricité. Dans son rôle d'autorité concédante, il contrôle l'activité d'EDF et d'ERDF (la loi de décembre 2006, relative au secteur de l'énergie, impose de distinguer désormais les activités de distribution - ERDF - et de fourniture - telle EDF).

Le Sipperec assure par ailleurs directement la maîtrise d'ouvrages de travaux d'enfouissement des réseaux (électricité / Télécom / Numéricable), qu'ils soient sur voie ou sur toiture.

Pour les communes ayant signé la convention, le Sipperec s'est notamment engagé à réduire les dépenses énergétiques en ce qui concerne la gestion de **l'éclairage public et la signalisation lumineuse tricolore**. Face à la complexité de cette gestion et aux multiples contraintes (financières, techniques, socio-économiques et de protection de l'environnement), le Sipperec s'est doté de l'expertise nécessaire dans ce domaine.

Pour les communes ayant transféré la compétence énergie renouvelable, le Sipperec assure la maîtrise d'ouvrage pour l'installation de capteurs solaires photovoltaïques.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

#### Les données relatives à la concession d'électricité

Via un groupement de commandes électricité et maîtrise de l'énergie, tous les adhérents disposent aujourd'hui d'un logiciel de suivi et d'analyse des consommations d'électricité qui permet de mesurer et de réduire les consommations et les coûts d'électricité. Cet outil permet aux responsables énergie de disposer des données de consommation et de coûts.

Le concessionnaire ERDF est tenu de livrer au Sipperec les éléments de consommations électriques par ville, par puissance, par taille du réseau électrique et par tarif (jaune, vert, bleu) pour l'élaboration du Compte rendu annuel d'activité de la concession (CRAC). Le SIPPAREC pourra mettre, à la disposition du SIG ROSE les données (fichier Excel) de consommation du CRAC 2006 (d'ores et déjà disponible) et ultérieurement, celles du CRAC 2007. Ces données de consommations distinguent les clients restés au tarif réglementés des clients passés au tarif marché. A noter que les clients ayant quitté les tarifs régulés pour une offre de marché ne sont pas comptabilisés dans ce fichier.

#### Les données relatives aux compétences optionnelles

Le Sipperec, via sa compétence « développement des énergies renouvelables », travaille dans un premier temps au développement de **l'énergie photovoltaïque**. Depuis 2006, une centaine d'études de faisabilité a été réalisée sur des bâtiments communaux (écoles...). Après adhésion de la ville à la compétence EnR, les installations photovoltaïques proposées (panneaux de 200 à 300m<sup>2</sup> en moyenne selon les dossiers) seront construites sous maîtrise d'ouvrage du Sipperec, qui prendra ensuite en charge leur entretien et leur gestion. L'objectif avancé à atteindre pour la fin 2008 est la mise en chantier d'une dizaine d'installations. L'inventaire de ces opérations pourra être valorisé dans le cadre du SIG ROSE au même titre que les aides EnR de l'ADEME et du CRIF.

#### Marché des Certificats verts

Le Sipperec propose aussi à ses collectivités adhérentes au groupement de commandes, libre à elles de s'en servir ou pas, des Certificats verts. Le Sipperec travaille également sur la valorisation des Certificats Blanc (CEE).

#### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG  
*L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Le Sipperec possède un SIG performant pour le suivi opérationnel des réseaux (électrique et télécom), de l'emplacement des fourreaux (y compris les fourreaux vides). Ces données sont ainsi numérisées (Lambert) sur tout le territoire couvert par le Sipperec. Un ingénieur est chargé de l'administration de ce SIG, récupère et met à jour les données issues des travaux entrepris dans les communes adhérentes. Ce SIG ne dispose d'aucune information de consommation.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

Les **enjeux** à aborder dans le cadre du ROSE et du SIG dédié sont nombreux :

- Améliorer la connaissance des consommations énergétiques par secteur d'activité et par usage (à la commune), notamment des déplacements, sur toute l'Ile-de-France ;
- Connaître l'équivalence en émissions de CO2 de ces consommations énergétiques ;
- Avoir une vision macro (comparaison avec les autres régions ; déterminer les flux d'échanges) ;
- Permettre aux agences locales de l'énergie (ALE, EIE), par l'accès grand public, de récupérer des informations sur les nouvelles offres du marché de l'électricité et du gaz depuis l'ouverture à la concurrence (EDF, POWEO,...) ;
- Exploiter le facteur Comportemental (sociodémographique) pour une analyse plus fine de la consommation d'énergie et l'évaluation de la précarité énergétique (exemple: coupures volontaires,...) ;
- S'intéresser à l'urbanisme opérationnel (ZAC, ...) afin de prospecter et d'anticiper sur les futures pôles « énergivores » ;
- Travailler à développer les EnR (Solaire, géothermie,...) ; localiser les installations EnR dans la région Ile-de-France.

#### Parmi les données incontournables :

Les CRAC du Sipperec témoignent de la possibilité d'accéder à des données agrégées au niveau communal et semble-t-il publiques de consommation d'électricité des clients domestiques, des artisans et des PME/PMI, et des industriels et du grand tertiaire. S'ils ne concernent que l'électricité et 80 communes, le complément pourrait être apporté par les CRAC du Sigeif (177 communes, gaz). Mais il semblerait encore plus pertinent de se rapprocher des filiales de distributions EdDF et GrDF pour optimiser ce travail et surtout avoir une couverture complète de l'Ile-de-France (dans le respect du secret statistique).

### La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ? modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?

- type de SIG : système, consultation cartographique / cartes à requête / BD intégrale...
- caractéristiques : évolutivité, mises à jours, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

Le projet d'une plate-forme SIG dédiée au ROSE avec un environnement Mapserver pour un accès via Internet a été esquissé. Il pourrait comporter deux passerelles d'accès différenciés : l'une, restreinte au « club utilisateur » des membres du ROSE et l'autre, ouverte au « grand public ».

**3<sup>eme</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**Les données potentiellement mobilisables**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Une feuille descriptive de données - premiers éléments de catalogage qui permettent de se rendre compte clairement du statut et de la précision de la donnée géographique - a été jointe à l'envoi du présent compte-rendu. Elle est à remplir dans la mesure du possible et à nous retourner à l'IAU le plus rapidement possible.

**Il s'agit pour le Sipperec, comme pour tous les partenaires du ROSE, de préciser les données géographiques qu'il serait susceptible d'apporter pour être valorisées dans le cadre du projet de SIG ROSE, sachant qu'il ne s'agit pas à ce stade d'un engagement de mise à disposition.**

**Le travail de mise à disposition des données ne sera étudié que dans un second temps (les conventionnements notamment), après la restitution auprès du ROSE de ce que chaque partenaire est prêt à apporter à ce projet de SIG et après s'être accordé sur la définition même de l'outil proposé par l'IAU île-de-France.**



**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

## Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE

### Compte rendu de l'entretien du 04/06/2008 avec le STIF



Représenté par **Anne SALONIA** (Chargé d'études)

#### 1<sup>er</sup> PARTIE : Le domaine d'intervention du partenaire

##### Le domaine d'activité du partenaire (définition du champ d'action)

- le rôle, la fonction, les interlocuteurs privilégiés
- Aperçu global des thématiques (données) suivi par l'organisme

A compter du 1er juillet 2005, conformément à la loi de décentralisation du 13 août 2004, l'Etat s'est retiré du conseil d'administration du STIF. Dorénavant, cet établissement public administratif est présidé par le président du conseil régional d'Ile-de-France et comprend 29 membres : 15 représentants du conseil régional, 5 représentants du conseil de Paris, 1 représentant des 7 conseils généraux d'Ile-de-France, 1 représentant de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France et 1 représentant élu par les présidents de Etablissements publics de coopération intercommunale de la région Ile-de-France.

Le STIF organise, coordonne et finance les transports publics de voyageurs, principalement assurés par la RATP, la SNCF et les entreprises membres d'OPTILE (réseau de bus privé). Des contrats pluriannuels sont effectués entre ces organismes pour mettre en place des politiques d'offre de service. Ces politiques mises en œuvre par le STIF contribuent à la maîtrise de la consommation d'énergie.

Le STIF est responsable du suivi et de la révision du Plan de déplacements urbains (PDUIF), il anime l'observatoire partenarial de la mobilité des personnes et des biens et publie le compte régional des déplacements.

Le STIF a notamment pour mission de :

- définir les conditions générales d'exploitation, créer les titres de transport et fixer les tarifs ;
- définir l'offre de transport et le niveau de qualité de services dans le cadre de contrats signés avec les entreprises de transport ;
- coordonner la modernisation du système de transports publics franciliens en définissant les principes des grands investissements publics ;
- assurer le contrôle de la maîtrise d'ouvrage des projets ;
- décider et financer la modernisation ou la création des équipements nécessaires à l'amélioration de la qualité de service.

Depuis le 1er juillet 2005, de nouvelles missions lui sont imparties en matière de maîtrise d'ouvrage, transport scolaire, transport public fluvial, transport à mobilité réduite et services de transport à la demande.

Le STIF définit des contrats pluriannuels avec les entreprises de transports en commun (RATP, SNCF, OPTILE...). A cette occasion, la remontée des informations et des données (connaissance des parcs, de l'offre prévisionnelle et de l'offre réalisée...) est de plus en plus formalisée. Il définit par ailleurs un schéma directeur du matériel roulant ferroviaire (un recensement de ce matériel est en cours de réalisation). Ainsi, à l'occasion de ses missions, le STIF vise à agréger le maximum de données des entreprises de transport en commun afin de connaître au mieux les compositions de parcs et les lignes de bus (parc de bus RATP dans Paris et une partie de la petite couronne, parc de bus des transporteurs regroupé dans OPTILE dans le reste de l'Île-de-France).

Le STIF suit les projets inscrits au Contrat de projet Etat-Région (CPER) et ceux du projet de SDRIF en cours de révision. Concernant les réseaux de référence, il suit donc tout ce qui concerne les projets de lignes et de tracés (avancement des études, des travaux...). Des données cartographiques existent donc (tracés, banques de données descriptives...) au niveau des projets d'infrastructures (ferroviaires, sites propres, tramway) mais de précisions et d'échelle très variables : c'est souvent le niveau d'avancement du projet qui conditionne de la précision de la donnée (schéma de principe/ avant-projet/ projet d'exploitation...).

Le STIF est membre depuis 2002 de l'association AIRPARIF, organisme chargé de la surveillance et de la prévision de la qualité de l'air en Ile de France. Il participe également aux travaux de révision du Plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) qui doit proposer des orientations permettant, pour atteindre les objectifs de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets.

- Quelles sont celles qui sont plus en rapport avec les thématiques du ROSE? (Energie, EnR, GES)

Le STIF possède aussi bien des informations macroscopiques que des données détaillées mais très peu d'entre-elles sont directement liées à l'énergie. Il n'a pas, par exemple, d'éléments précis sur les kilomètres parcourus réels (seulement des données commerciales).

En revanche, les données descriptives plus particulièrement dans le domaine des TC - comme celles citées plus haut - peuvent intéresser le ROSE pour ces exploitations.

A titre d'information, une convention d'échange des données géographiques existe déjà entre le STIF et l'IAU Île-de-France visant au développement d'un « VISIAU Transport », applicatif SIG dédié aux données géographiques relatives aux transports.

### **L'expérience interne en matière de SIG du partenaire**

- Utilisation d'outil SIG  
*L'usage interne du partenaire en données géographiques et approches spatiales*
- Existence d'une cellule SIG ? les personnes responsables SIG dans l'organisme ?
- Vos activités, travaux ou projets nécessitant des données géographiques.

Une cellule SIG existe au STIF ; elle est rattachée à la direction de l'exploitation. Elle a pour vocation la gestion, l'exploitation et la diffusion des informations à références spatiales et des bases de données. Le SIG est un centre de ressources à la disposition de tous les services du STIF même si certains commencent à avoir du personnel dédié au SIG comme à la direction des études générales (Marie Laure SALAÛN, géomaticienne, et Thierry SIMEON : données, statistiques...), ou des utilisateurs confirmés (pour les travaux de modélisation...).

Le SIG du STIF utilise des données très détaillées mais cela n'a pas été orienté dans sa conception aux problématiques d'énergie et d'émission de GES. Les données sont fortement orientées TC, sur l'offre de service, les réseaux et les trafics. Il existe des couches SIG sur le tracé des projets. Elles sont utiles pour la prévision de trafic. En contrepartie des informations descriptives des parcs roulants TC à caractère cartographique n'existent pas encore. Le SIG est consolidé par « Antonin », un modèle multimodal de prévision de déplacements des personnes en Ile de France (prévision de trafic dans le cadre des études sectorielles pilotées par le STIF).

Les actions de la cellule SIG du STIF concernent concrètement :

l'information géographique

- la réalisation de produits cartographiques comme l'ATLAS (en ligne) ayant pour ambition de présenter de manière exhaustive, pour tous les transporteurs d'Ile-de-France, les réseaux de transports réguliers de voyageurs, exploités par la RATP, par la SNCF et par les 80 entreprises de transports affiliées à l'association OPTILE ;
- l'intégration des informations relatives aux réseaux de transport francilien dans le système d'information du STIF ;
- la fourniture de données aux partenaires institutionnels qui souhaitent intégrer des données dans leur propre système d'information.

les données sur l'offre de transport « théorique »

- l'intégration des données relatives à l'information voyageur (données AMIVIF) issues des opérateurs RATP, SNCF et du réseau OPTILE.

les données de validation télébilletiques

- la contribution à la mise en place du projet d'exploitation des données de validation télébilletiques.

## 2<sup>eme</sup> PARTIE : Les attentes du partenaire sur le projet SIG ROSE (objectifs et montage)

### Le Contenu

- Dans quel **domaine** rassembler les données géographiques de façon prioritaire ?

*Consommation sectorielle d'énergie / production et distribution d'énergie / développement des EnR / efficacité énergétique et économie d'énergie / professionnels, certifications, formation / suivi des réalisations (exemplaires...) des collectivités territoriales, des entreprises, des particuliers / suivi des projets d'aménagement et d'urbanisme / coûts des mesures mises en œuvre (politique régionale, coûts induits par la mise en application des premières mesures du projet de loi issues du Grenelle de l'environnement...)...*

- Quelles **données incontournables** pour le ROSE seraient à intégrer / rechercher en priorité ?

Les données manquantes que le partenaire souhaite voir sur la plate-forme ROSE.

- Les **enjeux** / les **indicateurs** ?

La valeur ajoutée du SIG : rassemblement des données géographiques, croisements géographiques, comparaisons territoriales, évolution et suivi

#### Les domaines

- Les données de consommation et d'émissions de GES associées : pouvoir finement se représenter les TC franciliens dans la consommation d'énergie globale en Ile-de-France et consécutivement les émissions de GES ; de connaître la consommation d'énergie des flottes TC et la localisation des sources d'approvisionnement en énergie locale ;
- L'évaluation des projets de transports collectifs au regard des gains énergétiques et CO<sub>2</sub> ;
- La connaissance des énergies alternatives : pour améliorer sur des bases argumentées l'offre en bus plus vertueux ; pour encourager les transporteurs à utiliser des énergies alternatives dans le cadre des contractualisations (besoin de sensibiliser dans ce domaine) ;
- La sobriété et l'efficacité énergétiques pour une politique de transports « propres » : comportement de conduite des employés...

#### Les données incontournables

- Rappporter et exploiter les données géographiques par rapport aux découpages de bassins de vie et notamment des bassins Transport / Emploi ;
- Les données permettant de consolider des éléments de consommation ; il pourrait être intéressant de posséder des données énergie rapportées à la commune
- L'évaluation de la dépendance territoriale à la voiture particulière : les données de dessertes et d'accessibilité (emplois/habitations) des pôles de gares, des parcs relais, et de leur fréquentation, de nombre de bus (stock), de temps de parcours (calcul de cartes Isochrones)... sont à rechercher.

#### Les enjeux

- L'amélioration de la qualité du service passe logiquement par l'utilisation d'énergie propre.
- Consolider les informations dédiées aux dessertes territoriales et à la consommation d'énergie des transports.
- Améliorer les connaissances : avoir une idée et des indicateurs sur la qualité de l'air et le rejet des GES pour les différents réseaux de transports franciliens ; pouvoir tirer des conclusions en terme de rentabilité des lignes de bus (remplissage des flottes par secteurs)...
- Avoir une prise de conscience des énergies alternatives et de la maîtrise de l'énergie dans la conception de projets.

Mme SALONIA nous a indiqué par ailleurs l'existence d'une étude de l'ADEME sur la consommation unitaire des différents modes de déplacement qui permettait d'apprécier le niveau de performance des TC.

## La Forme

- les disponibilités et réticences quant au partage des informations géographiques au sein d'un SIG ?

modes d'utilisation/diffusion/communication (usage interne/partiellement ou totalement ouvert/liens vers la plate-forme Internet du ROSE)...

- Quel outil de travail pour le ROSE ?
  - type de SIG : système, consultation cartographique / cartes à requête / BD intégrale...
  - caractéristiques : évolutivité, mises à jour, traçabilité (catalogage, métadonnées)...

### L'outil SIG

- Le SIG doit être un réel outil d'aide à la décision dans le domaine des politiques énergétiques ; il doit permettre de faire ressortir des éléments de réflexion par la création de nouveaux indicateurs, avec le souhait du STIF d'être partie prenante dans le test et l'établissement de ses indicateurs.

- Un portail Internet pour le projet de SIG ROSE est plus souhaitable comme outil pour le STIF que le développement d'un système sur poste de chacun des partenaires qui oblige à dupliquer les données pour fonctionner ; la proposition d'un SIG ouvert via l'Internet avec un environnement Mapserver a été esquissée et pourrait correspondre aux attentes du STIF en raison de l'utilisation d'un serveur unique contrôlé et centralisé à l'IAU, avec des droits d'accès maîtrisés et ouvrant la possibilité d'un accès « Partenaires » et d'un autre « Grand public ».

**3<sup>ème</sup> PARTIE : La description des données du partenaire pouvant être mis à la disposition du ROSE**

**Les données potentiellement mobilisables**

	Registre des données	Intitulé(s) de la (des) donnée(s)	Niveau de confidentialité (ICS* → Grand Public) et de propriété
<b>LES DONNEES</b>	<b>Mobilisable tout de suite</b> Existante et disponible	<b>A Compléter</b>	<b>A Compléter</b>
	<b>Prochainement</b> d'ici 3ans : 1 <sup>er</sup> cycle du ROSE	<b>ENT</b> (enquête nationale transport) en cours de réalisation avec une sur-représentation de l'échantillon pour l'IdF. Résultats attendus pour 2009	
	au delà de 3 ans : 2 <sup>e</sup> cycle du ROSE	<b>EGT</b> (enquête globale transport) Résultat des analyses de l'enquête à l'échelle régionale (exploitable statistiquement jusqu'au niveau départemental) de l'intégralité des déplacements des ménages sur l'île-de-France. <i>Enquête prévue en 2009-2010 ; résultats attendus 2011-2012</i>	

\*ICS = informations commercialement sensibles

**Le descriptif précis de chaque donnée (si d'ores et déjà disponibles)**

Les données du STIF font l'objet actuellement, par un cabinet juridique, d'une étude sur leur statut et les droits de diffusion associés, pour mieux identifier la donnée à caractère commercialement sensibles de la donnée à diffusion grand public.

Compte-tenu de l'indisponibilité prévisible de Mme Salonia en raison de son congé de maternité dès la mi-juin, les noms des personnes susceptibles de nous apporter des précisions nous ont été indiqués :

- Thierry SIMEON (données et statistiques) et Marie Laure SALAÛN (géomaticienne) ;
- Laurence DEBRINCAT (chef de la direction des études générales).

**Mme Salonia a proposé de nous retourner quelques compléments d'information et/ou de faire suivre en particulier la feuille descriptive de données remise en séance qui concerne les données géographiques que le STIF pourrait apporter dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Elle est à remplir le plus précisément possible et à nous retourner à l'IAU pour la mi-juillet au plus tard.**

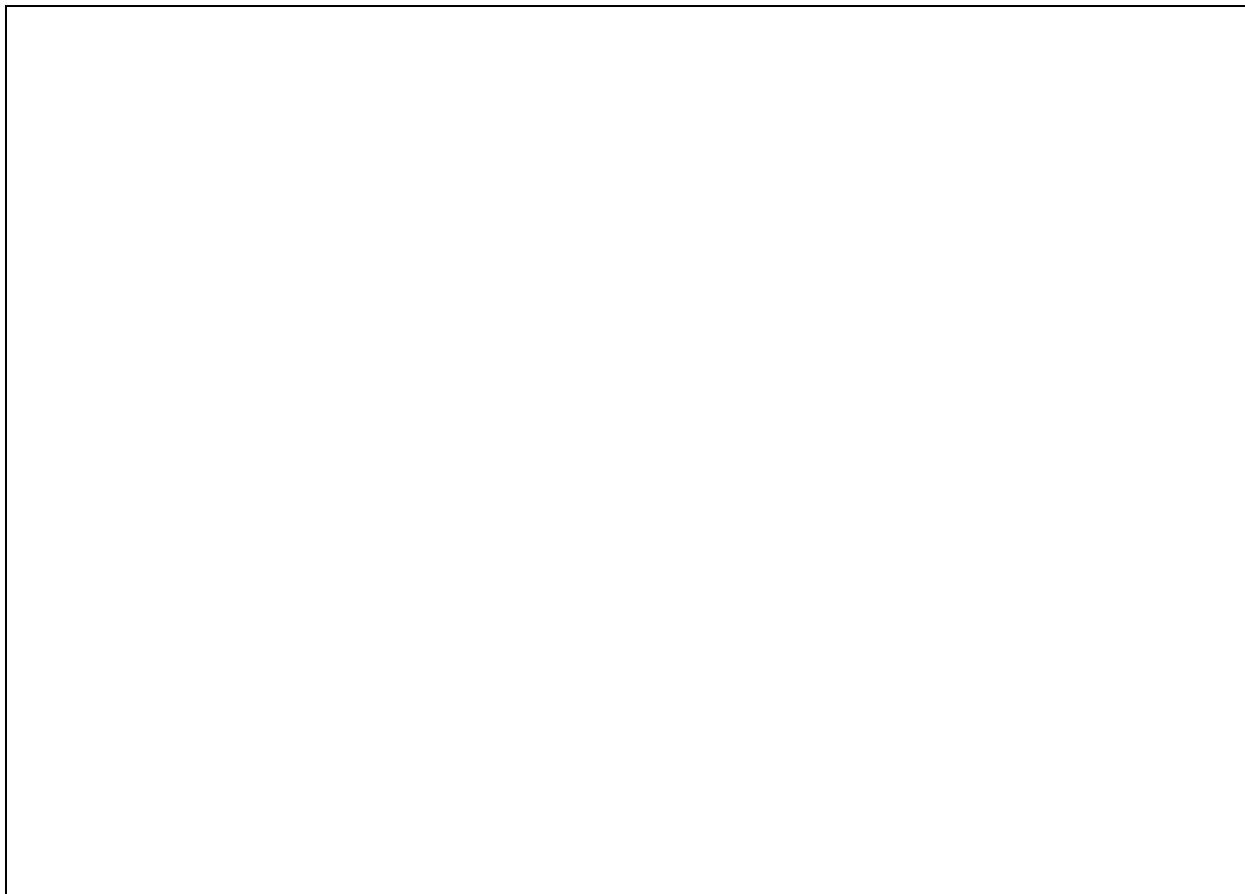
**L'institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile de France (IAU île-de-France)** s'est engagé dans la Charte du ROSE signée le 16 mai 2008 au développement d'un système d'information géographique (SIG) dédié aux données et enjeux franciliens en matière d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES). L'IAU souhaite proposer un outil au plus proche des attentes et des enjeux des partenaires constituant le ROSE. Pour se faire, il a prévu de s'entretenir avec chacun des partenaires afin d'analyser les besoins et de dresser un premier inventaire des données potentiellement mobilisables et valorisables dans le cadre de ce projet de SIG ROSE. Une restitution en sera faite le 6 octobre 2008 lors de la prochaine réunion du ROSE.

### **Elaboration d'une maquette de SIG dédié Energie et émissions de GES dans le cadre du ROSE**

**GDF ( entretien non accordé)**



Représenté par **Marc GUILLOUX** (Délégué collectivités territoriales ÎdF)







Transport	données cartographiques existant au niveau des projets d'infrastructures de lignes et de tracés (ferroviaires, sites propres, tramway)	STIF	P				?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	de précisions et d'échelles très variables selon le niveau d'avancement du projet				
	Cartes Isochrones (ATLAS) : temps de parcours dans les transports	Internet	STIF	P																			
	données descriptives sur les TC		STIF	P																			
	Enquête Nationale Transport: ENT (en cours pour 2009)	ENT	STIF	P																			
	Enquête Globale Transport: EGT (prévue en 2009-2010; résultats attendus 2011-2012). Enquête à échelle régionale (exploitable statistiquement jusqu'au niveau départemental) de l'intégralité des déplacements des ménages sur la région Ile de France	EGT	STIF	P																			
	Le SIG est consolidé par « Antonin », un modèle multimodal de prévision de déplacements des personnes en Ile de France (prévision de trafic dans le cadre des études sectorielles pilotées par le STIF).	modèle de prévision "Antonin"	STIF/IAU																				
	description des flux routiers (COPPERT 4); modèle de trafic routier (type de véhicule, puissance, âge, vitesse et nombres de véhicules)		AIRPARIF	P																			
	Réseau de voirie du modèle de prévisions de trafics de l'IAU Ile-de-France	VISAU Transport	IAU	P															4 ans	Shapefile (ligne)	des routes simplifiées (autoroutes, voies rapides, RN et RD) + des données de trafic (comptage routier). Le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) pour les deux sens de circulation cumulés. Elles sont exprimées en véhicules/jour.		
	Lignes de transport en commun en site propre de la petite couronne (6 lignes de transport en commun en site propre d'Ile-de-France (tramway et bus))	VISAU Transport	IAU	P																irrégulière	Shapefile (point)	prochaine mise à jour 2009	
	Voies cyclables	VISAU Transport	IAU	P																	4 ans	Shapefile (polyligne)	
Intersectoriel	données livraison EDF avec répartition départementale. Consommation HT/MT et consommation BT (livraison par secteur: énergie, autres industries, transports, ferroviaires, tertiaire, agriculture...)		EDF	P																			
	enquêtes de consommation d'énergie du CEREN (corrigées du climat). Précisions sur les secteurs Tertiaire et Résidentiel	enquête CEREN	ARENE/AIRPARIF/ADEME/IAU	P																			
	les données régionales de consommation d'énergie	enquête DGEMP (climat réel)	ARENE/AIRPARIF/ADEME/IAU	P																			
	résultats chiffrés sur les consommations et productions franciliennes de l'énergie (tableaux et histogrammes...)	Tableau de bord de l'ARENE	ARENE	P																			
	diagnostics énergétiques dans tous les secteurs d'activité (domaine public)	rapports d'audit	ADEME, CRIF																				
	consommations sectorielles des 177 communes adhérentes au Sigeif à l'occasion d'un bilan énergie	bilan énergie	SIGEIF	P																			
	statistiques existantes sur le contexte énergétique francilien (tableaux sous forme de fiches techniques)		CRICI	P																			
	enquêtes pour des bilans énergétiques départementaux avec infos sur qualité des infrastructures		CG 95,77,91 et 75 (possédant un pôle énergie)	P																			
Production d'énergie classique	données statistiques sur la production locale des équipements de cogénération (échelle infra-régionale)	certificats d'obligation d'achat (COA)	DRIRE	P																			
	Gammes de puissance des installations de cogénération + flux annuels selon confidentialité	liste installations Cogé	DRIRE / EDF	CP															Annuelle	Liste	à la commune. A consolider avec EDF sur l'échéance des contrats		
	Puissance installée, production et achats d'énergie par EDF pour la cogénération (coté offre)		EDF	P																			
	les périmètres des permis de recherche et d'exploitation - concessions. localisation des plate-formes de forages, puits et tracés des canalisations. les périmètres de stockage de gaz souterrains et les périmètres de protection.	VISIAU DRIRE	DRIRE/ IAU	P																Annuelle	Shapefile	à l'adresse. Données existantes dans VISIAUDRIRE mais mise à jour à prévoir	
	déclaration de production de pétrole		DRIRE	P																Annuelle	Excel	niveau de détail départemental	
Déchets	Biogaz : Stations d'épuration d'Ile-de-France, Centres d'enfouissements techniques des déchets	VISIAU DRIRE	DRIRE/ IAU	P																			
	Localisation et capacités de traitement des UIOM avec valorisation énergétique des déchets.	VISIAU DRIRE	DRIRE/ IAU	P																Annuelle	Shapefile (polygone)	à l'adresse	
Distribution d'énergie	le réseau de transport d'électricité - RTE (type de réseau, puissance du réseau) localisation des postes de transformation zones de fragilités électriques (sécurité de l'alimentation, le maintien en condition opérationnelle, le raccordement client)	VISIAU DRIRE	DRIRE	P																			
	transport de gaz	VISIAU DRIRE	DRIRE	P																			
	inventaire des réseaux de chaleur et de froid (données 2005/2006)	Enquête nationale annuelle de branche chauffage urbain et climatisation urbaine	SNCU/ SESSI (récup ARENE)	CP																			
	Nombre de réseaux constitués (de 1 à 4) par commune Réseau de vapeur à Paris		SDRIF (IAU)																				
ETUDE APUR: "les réseaux de chaleur à Paris et en petite couronne" [Novembre 2006]	aide de la région pour récupération	APUR (récup la région / IAU)	CP																étude	Shapefile	étude sur les réseaux de chaleur avec la localisation des différents types de réseaux de chaleur (tout fossile, ordures ménagères + fossile, géothermie + fossile) et leurs émissions de CO2 associées.		
installations EnR	BD des opérations de subventions des projets EnR depuis 2000 jusqu'à 2006. BD Access et géographiques: les opérations d'investissement auprès des particuliers, et auprès des bailleurs et des collectivités territoriales qui ont values des aides de l'ADEME/CRIF pour des équipements EnR (via les crédits d'impôts)	fichiers de subventions ADEME/CRIF	ADEME, CRIF	CP																			
	travail de recensement de toutes les opérations EnR		CG de l'Essonne (récup CRIF ou ADEME)	P																			
	puissance installée, production et achats d'énergie par EDF (éolien, hydraulique, incinération, photovoltaïque, et autres EnR...): coté offre.		EDF	P																			
	Contraintes	Sites et monuments historiques, inscrits et classés + Les Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) en Ile de France	Contraintes Patrimoniales	IAU	P																3 ans	Shapefile (polygone)	prochaine mise à jour en 2008 ZPPAUP (mise à jour 2009)
		Ensemble des protections concernant les milieux naturels (ex: NATURA 2000 "Zones de Protection Spéciales" en 2006)	Contraintes environnementales	IAU	P																5 ans	Shapefile (polygone)	prochaine mise à jour en 2010
Servitudes/contraintes relatives aux risques, pollutions et nuisances (non exhaustif) (ex: Zonage réglementaire des plans de prévention des risques (PPR))		Contraintes techniques	IAU	P																?	Shapefile (polygone)		
Géothermie	Etudes sur le développement de toutes les formes de géothermie. ("Géothermie perspectives") - étude sur la géothermie sur nappes: positionnement et potentiel du point de sélection, nappe de l'oligocène, l'éocène supérieur, l'éocène moyen et inférieur.	SIG concernant la géothermie sur nappes (données cartographiques)	BRGM en partenariat avec l'ADEME, EDF	CP																			
	études de la ressource et des débouchés en ce qui concerne la géothermie profonde		CG 94 CG 91 (en cours avec aide BRGM)	P																			
exploitation de la nappe du Dogger (localisation des doublets géothermiques et périmètres de protection)	VISAU DRIRE	DRIRE (division sous-sol) / IAU	CP																Annuelle	Shapefile	à l'adresse (puits géothermiques)		

		déclaration de production géothermie		DRIRE	P													Annuelle	Excel	niveau de détail départemental	
		projets de forage géothermique + PAC pour résidentiel Tertiaire		SDRIF (IAU)																	
		recensement de toutes les opérations de PAC sur nappes superficielles (en cours) (achevé pour Paris) + réflexion (avec DRIRE et STIC) sur les problèmes possibles d'interférence des PAC entre-elles.	CRIF	CRIF	P																
	Eolien	projets d'éoliennes hors ZDE (jusqu'au 13/07/07) et ZDE	certificats d'obligation d'achat (COA)	DRIRE	P													Annuelle	Excel	niveau de détail et mise à disposition des données selon confidentialité	
		localisation des zones ZDE en région Ile de France		DRIRE	P													Semest.	Carte papier	échelle à l'adresse	
		Atlas éolien de l'Ile-de-France		ADEME, ARENE, IAU	CP																
	Solaire photovoltaïque	données sur les installations photovoltaïques (industrielles, collectifs et particuliers)	certificats d'obligation d'achat (COA)	DRIRE	P													Semest.	Excel	niveau de détail départemental	
	Biomasse	étude Bois relancée	???	ARENE	P																
			MOS et EcoMos, Inventaire forestier, Atlas rural et agricole / chaufferies		IAU	P															
	hydroélectrique	étude du potentiel d'utilisation de l'énergie hydraulique des rivières	étude menée dans le cadre des travaux du SDAGE	DRIRE	P																
ACTIONS: suivis des aides		opération d'économie d'énergie par type d'opérations	Bilan des CEE (139 opérations)	DRIRE	P													Semest.	Excel	niveau de détail départemental	
		opération d'économie d'énergie par secteur	Bilan des CEE (139 opérations)	DRIRE	P													Semest.	Excel	niveau de détail départemental	
		BD de données des opérations MDE depuis 2000 jusqu'à 2006 les opérations innovantes de démarches type HQE		ADEME	P																
		BD sur les opérations EnR et MDE d'aides aux particuliers (CESI, SSC, et PAC). Gérer depuis 2006		CRIF	P																
		infos sur le renouvellement urbain: état des bâtiments dans le cadre des logements sociaux			CRIF	P															
		analyse du crédit d'impôt en matière de MDE et d'EnR	étude commandé par Observ'ER		CRIF	P															
		Réseau des éco-industries (60 établissements sur le dép du Val d'Oise et des Yvelines)			CCI Versailles (recup. CRCI)	P															
	projet 2006 PREBAT concernant les "Bâtiments démonstrateurs à basse consommation d'énergie"	à suivre			CP																
professionnels, formations, acteurs		Formations Techoma de la CCIP			CRCI	P															
		certificats d'aptitude pour les formations énergie délivré par CAUE			CAUE (recup. ADEME)	P															
émissions de GES	synthèse (tout secteur)	inventaire 2000 des émissions des GES par km <sup>2</sup> en équivalent CO2 et CO2 d'origine énergétique			AIRPARIF	P															
		inventaire 2006 des émissions de GES par km <sup>2</sup> en équivalent CO2 et CO2 d'origine énergétique			AIRPARIF	P															
		réalisation du bilan carbone territorial et patrimonial ainsi que le plan climat			CG des Hauts-de-Seine	P															
		réalisation du bilan carbone territorial et patrimonial ainsi que le plan climat	en cours		CG de Seine-et-Marne	P															
	secteur industriel	données relatives aux émissions de CO2 industrielles		DRIRE	P													Annuelle	Excel	niveau de détail départemental	
		suivi de l'étude du potentiel relatif au captage de CO2 industriel (séquestration du CO2 émis par certaines industries dans certaines couches géologiques du sous-sol du bassin parisien)		DRIRE	P																
Maîtrise de l'énergie	Comportement	Enquête Régionale sur l'Emploi vise à fournir une synthèse de l'évolution de l'emploi salarié public et privé localisé à la commune en Ile-de-France, fin 2009. Les données proviennent principalement de l'Insee, ainsi que d'autres sources (répertoire SIRENE des entreprises...).	Fichier ERE (INSEE)		INSEE (recup. IAU)	P															
	Prospectives	Base de données sur les droits à couverture à l'urbanisation élaborée par l'IAU dans le cadre des travaux de révision du SDRIF à partir de la base de données Carte PLU de la DREIF et des bases de données Carte générale sur la destination des sols et des règles d'application du SDRIF, (extensions futures de l'urbanisation, définition des zonages d'extension).	BD Carte PLU (DREIF) + cartes février 2008		IAU	CP												Pluri-annuelle	Shapefile (polygone)	prochaine mise à jour sept 2008	
		Base de données des Quartiers durables (IAU DUAT) Recueil des initiatives franciliennes de développement de nouveaux quartiers durables.	carrefours + routes		IAU	P													6 ans	Shapefile (polygone)	
		Grand projet de ville en Ile de France (en 2006) Grand Projet de renouvellement urbain (GPRU) de Paris en 2006		IAU	P													67 ans	Shapefile (polygone)		
Contexte climatiques, géographiques, démographique		Relief et exposition par bassin versant			IAU	P												non prévue	Shapefile (polygone, polyligne)		
		Données climatiques et météorologiques (à rassembler)			IAU	P															
		Population RGP 1999 à l'Illet MOS (INSEE, IAU).			INSEE (recup. IAU)	P															
		les données du SIGR portant sur les domaines suivants: - mode d'occupation du sol (MOS), référentiel géographique du SIGR) - limites administratives, découpages divers; - données démographiques et socio-économiques; - réseaux de transports; - données envr	plate-forme SIGR de l'IAU		IAU	P													45 ans	Shapefile (polygone)	MOS 2003 en 11 postes de légende

